

ÉDITION FRANÇAISE Vol.1 #5, sept. octobre,08



NORTHSTAR



COMPASS



VIVE LA GRANDE RÉVOLUTION SOCIALISTE D'OCTOBRE



ÉDITORIAL

LA CONFÉRENCE DU CONSEIL INTERNATIONAL – SUCCÈS SANS PRÉCÉDENT.



Non seulement elle a été un succès d'organisation elle a été un vrai succès dans ses réalisations.

D'abord par la reconnaissance internationale dont le Conseil International a été l'objet: par dizaines, des messages de solidarité de nombreux pays ont afflué ainsi que de nombreuses propositions d'organisations et individus pour l'amélioration de notre travail dans la poursuite de nos buts.

De nombreuses résolutions spécifiques et importantes qui ont été adoptées au cours de la rencontre: de la résolution sur le Kosovo condamnant son occupation par l'Otan, les résolutions présentées par les « AMIS AMERICAINS DU PEUPLE SOVIÉTIQUE »: condamnant l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, les actions de l'impérialisme contre Cuba, le Venezuela la Bolivie etc., résolution sur la condamnation de la globalisation et plusieurs autres dont celle tout particulièrement du besoin urgent de l'« *ETA-BLISSEMENT D'UNE INTERNATIONALE COMMUNISTE.* »

Les discussions ont été nombreuses concernant: la tenue d'un prochain Congrès international, l'unité dans nos rangs et tout particulièrement la question de la Géorgie. Le tout s'est déroulé dans un climat fraternel excluant tout esprit moutonnier par un échange d'expériences et d'idées sur la situation courante et les problèmes concernant notre rôle, nos luttes, nos tâches et nos réalisations.

Il y a eu une proposition intéressante de la part de notre camarade Chilien sur la tenue du prochain Congrès international à Santiago en 2010.

Nous vous tiendrons au courant de tout développement des questions soulevées lors de cette rencontre.

Dans cette édition nous présentons les différentes opinions sur la question de la Géorgie.

De l'Édition anglaise de NSC, octobre 2008

Déclaration du P.C.B.tUS

« La Confrontation en Ossétie du Sud »

Cette agitation politique et ce danger se développaient en Ossétie du Sud depuis une longue période de temps et en août 2008 a eu lieu une confrontation militaire directe avec les forces géorgiennes qui ont bombardé des villes. C'est alors qu'est intervenues l'Armée russe et la vengeance avec des attaques aériennes et navales et le bombardement.

Les médias du régime Russe ont approuvé ce conflit, déclarant: "la Russie a été contrainte d'intervenir avec sa force militaire pour sauver la population paisible et la Russie a maintenant gagné une victoire militaire brillante et l'armée russe a maintenant ranimé sa force et son potentiel.

"Même le PC FR (Zyuganov) a félicité les leaders russes pour avoir défendu les petites nations et résisté à la pression exercée par l'impérialisme américain et l'OTAN. Peu importe que des fanfares chauvines et des rapports enthousiastes n'aient pu cacher le vrai état des choses ou cacher dans l'ombre les origines de ce conflit.

Le P.C.B.tUS des Bolcheviks condamne le Président Saakashvili de la Géorgie, qui a sali dans le sang les Ossètes, les Abkhazes, les Géorgiens et le peuple russe et transformé la Géorgie en une semi-colonie de l'Impérialisme américain. En même temps cette tragédie se trouve aussi aux pieds des dirigeants russes actuels. **Il semble** (souligné par le traducteur) qu'il y avait une certaine connivence entre les leaders de la Russie et de la Géorgie,

Pourquoi le régime russe a-t-il permis à l'Armée géorgienne de dévaster les villes de l'Ossétie du Sud et accomplir un massacre systématique et attendre deux jours entiers avant l'envoi de l'Armée russe pour défendre les peuples de l'Ossétie du Sud?

Pourquoi le régime russe n'a-t-il pas informé le peuple géorgien que ce conflit introduirait les troupes russes? Cette bravade par la Russie qu'il défend les petites nations et le peuple ne tient pas debout du tout, puisqu'il permet à la population russe de diminuer par plus de 1,000,000 de personnes annuellement, plaçant ainsi la Russie en premier place dans le monde pour le déclin de sa population; pour la mort d'enfants; puis pour forcer ses citoyens à s'exiler pour travailler comme des forçats à cause de la situation économique drastique dans le pays.

Cette prétendue "victoire" a été projetée pour augmenter le

projetée pour augmenter le

projetée pour augmenter le

(Suite p. 29)

RAPPORT DU DR ADÉLARD PAQUIN À LA CONFÉRENCE DU CONSEIL INTERNATIONAL

TENUE À TORONTO LES 10-11-12 OCTOBRE, 2008.



Extraits

Chers camarades

Actuellement, nous sommes témoins de l'intensification de la crise générale de l'impérialisme mondial qui couvre tous les aspects de la vie de notre société: politique, sociale, économique, écologique, démographique, morale et autres.

Ces dernières années, la détérioration de la situation social-économique dans les ex-républiques soviétiques continue à un rythme accéléré. Ainsi l'opposition grandit à un rythme même plus grand. C'est pourquoi l'impérialisme essaie de la canaliser, en créant toutes sortes de partis communistes. C'est pourquoi dans ces conditions, notre rencontre revêt une colossale signification.

Michael Lucas, Président du Conseil International et Éditeur de la version anglaise de NSC, nous a demandé de bien se préparer à discuter du futur de notre organisation et de NSC et à offrir des suggestions et une critique constructive. C'est pourquoi je suis ici et je vais essayer de satisfaire ses demandes.

Comme nous le savons notre organisation par ses éditions de NSC a toujours défendu le Marxisme-léninisme et le Stalinisme et nous à tous aidé à identifier les vraies causes de l'effondrement de l'Union Soviétique et du socialisme, et en même temps nous a montré ce que le

capitalisme a apporté au Peuple soviétique. Maintenant, avec l'approfondissement de la crise économique en ex-URSS, les contradictions de classe se sont attisées et de décisives batailles se préparent. Aujourd'hui, plus que jamais, s'impose l'unité et l'unification pour une théorie révolutionnaire éclairée. Je considère que notre principale tâche est d'améliorer notre travail pour atteindre ces buts.

Le mouvement Marxiste-léniniste en ex-URSS et à travers le monde est divisé, désuni et pour plusieurs, il n'est pas facile d'en comprendre le pourquoi et qui est à blâmer. Heureusement, dernièrement un important processus pour l'unité s'accélère dans le monde ainsi qu'en ex-Union soviétique.

Je pense que nous pouvons facilement comprendre que ce problème de l'unité est le plus important à résoudre, parce qu'il est étroitement relié à l'orientation que nous devons donner à notre organisation.

Il y a deux conceptions d'unité :

1. L'unité révisionniste
2. L'unité marxiste-léniniste.

Nous devons démasquer la première et renforcer la seconde.

Plusieurs problèmes menacent l'unité, Lénine a dit: « ce que les travailleurs ont besoin, c'est l'unité des marxistes et non l'unité des marxistes avec les ennemis et les maquilleurs du marxisme» «L'unité avec les opportunistes et les révisionnistes, souligne Lénine, c'est l'unité du prolétariat avec la bourgeoisie nationale et la division du prolétariat international, l'unité des laquais et la division des révolutionnaires.»

Je propose que nous redéfinissions l'unité que nous voulons.

Je dis redéfinir, parce qu'à notre

Premier Congrès en 2002 nous avons voté pour l'Unité révisionniste.

Nous devons nous rappeler que notre président Michael Lucas, en vrai bolchevik a fait un excellent rapport lors de ce premier Congrès, il a suggéré que **nous devons lutter pour la renaissance de l'URSS et du socialisme non celui de Khrouchtchev, de Brejnev, mais celui de Lénine et Staline en incluant les mots « avant 1953».**

Alexei Prigarine, leader du RCP-PCUS a proposé que les mots « avant 1953» soit rayé du rapport. Il s'ensuivit de nombreuses discussions. Frank Trampus a pensé que le rapport était très bon et que les mots« avant 1953» soient gardés, vu qu'après 1953 en URSS le socialisme a été démantelé. Michael a expliqué que l'anti-stalinisme est de l'anti-socialisme, et a indiqué que les impérialistes comme les ennemis du socialisme sont des ennemis de Staline parce qu'il a représenté et représente toujours le nœud du socialisme, mais Michael a cautionné, au nom de l'unité, l'amendement et a coupé de son rapport l'expression « avant 1953». L'amendement a été accepté à l'unanimité.

Objectivement c'était une décision anti-bolchévique.

Moi-même malheureusement j'ai voté pour l'amendement, n'ayant pas compris toute la signification de cette décision.

Aussi, à ce Premier Congrès, comment avons nous pu accepter la déclaration de Prigarine «que la planification centrale de Staline était nuisible au socialisme.

Personne, je pense, savait qui était Prigarine et qu'était le Parti RCP-CPSU. Vous constatez, camarades, l'importance de définir, une

fois pour toutes, qui nous sommes : sommes nous des bolcheviks ou non? Savons-nous exactement ce qu'est le bolchevisme?

Je propose aussi de changer le nom de notre organisation.

Le nom de notre organisation doit être plus apparenté à nos buts et pour ceci nous devons les caractériser davantage. Notre organisation est plus qu'une organisation pour l'amitié, c'est une organisation pour la survivance du socialisme et de l'URSS, et nous devons spécifier quelle URSS nous voulons instaurer, celle de Khrouchtchev, de Brejnev et de Gorbatchev ou celle de Staline.

J'estime aussi que nous devons mettre plus d'emphase, pousser plus loin nos analyses politiques et notre critique sur les mouvements communistes en ex-URSS, et avant et après l'effondrement de l'URSS.

Maintenant il y a tellement de partis communistes, plus de 27 en Russie seulement, que cela n'apporte rien d'autre que la confusion, car tous s'identifient comme marxistes-léninistes, et la plupart d'entre eux n'ont rien en commun avec le bolchevisme. Les plus furieux anti-bolchevistes et anti-stalinistes s'évertuent à glorifier Staline.

Sur cette question nos amis soviétiques ne nous ont pas aidés à comprendre cette situation. Nous nous attendions à plus de leur part.

Concernant maintenant l'édition de NSC. J'estime qu'elle est plus

nécessaire que jamais. Nous devons nous rappeler que NSC est dédié au rétablissement de l'Union soviétique de Lénine et de Staline.

Je suggère de présenter plus de documentations sur tous les développements de l'histoire de tous ces partis communistes et d'améliorer notre critique sur leur processus d'unification.

Je vais essayer de vous donner un exemple.

Dans l'édition anglaise d'avril 2008, camarade Viktor Bourenkov a donné ses observations sur le 6e Congrès du parti RCWP-RPC. Il l'a considéré comme un important développement. « *Ce Congrès a eu lieu les 19-20 avril, 2008, à Moscou et a approuvé que le RCWP-RPC devienne maintenant la partie russe du CPSU, dirigé par Oleg Shenin* » « *Le plénum du Comité Central du CPSU qui s'est déroulé le 24 mai de cette année a approuvé ce geste aussi. Maintenant il semble qu'il y a une forte opposition dans le CPSU sur cette fusion.* »

Je pense que nous manquons d'informations sur ce projet d'unification. Quelques questions importantes comme la propriété des moyens de production et la question de l'exploitation de l'homme par l'homme ont été négligées et c'est assez facile à comprendre parce que les partis en questions diffèrent sérieusement sur ces points. En effet pour le P.O.C.R.-PRC leur slogan est : les usines aux travailleurs, la

terre aux paysans.

Nous ne devons pas oublier que le P.C.U.S. et le V.K.P.Bou sont nés du P.C.F.R.

Tout ceci pour vous dire une autre fois que nous avons besoin de plus d'informations sur ce qui s'est passé en ex-URSS et sur ce qui se passe maintenant.

Considérant tous ces aspects de notre travail, je doute que la tenue d'un autre Congrès soit propice maintenant.

Ce qui signifie que nous devons persévérer dans notre travail:

- limiter les camps entre le mouvement révolutionnaire et révisionniste,
- approfondir notre connaissance du marxisme
- nous unir pour organiser la révolution
- combattre la criminalisation du communisme
- lutter pour le retour en force du bolchevisme
- ne pas abandonner nos principes

Notre organisation doit servir à pourvoir un véhicule pour l'unité,- à apprendre à aplanir nos différences qui se manifestent dans des discussions franches et fraternelles.

La discussion et le bon vouloir peuvent surmonter toutes les différences existantes.

Travaillons à la promotion du travail de notre organisation.

Dr Adélard Paquin

Photos de quelques déléguées à la Conférence du Conseil International. Plusieurs déléguées s'étant absentes pour un départ hâtif à la maison. La Conférence s'est terminée avec plusieurs toasts et le chant de l'Internationale.





Борющаяся Советская Россия

La Russie soviétique en lutte

L'opportunisme dans le mouvement communiste sur le territoire de l'U.R.S.S.

Dans ces conditions, les conditions de l'étouffement de tous les droits et de toutes les libertés par le régime bourgeois, les conditions de la mise en place d'un gouvernement totalitaire, les communistes doivent également dire leur mot et entraîner les masses derrière eux. Comme l'a fait remarquer V. I. Lénine, ce sont précisément les communistes qui doivent faire tout leur possible pour prendre la tête du mouvement syndical dans les conditions de la domination du capitalisme afin de lui donner un caractère organisé.

Mais, malheureusement, c'est l'aile opportuniste qui a pris actuellement le dessus dans le mouvement communiste sur l'ensemble du territoire de l'U.R.S.S. Après le coup de force contre-révolutionnaire, des partis à appellation communiste ont été créés dans les anciennes républiques soviétiques: – en Russie, le Parti communiste de la Fédération de Russie (P.C.F.R.; sigle russe

KPRF), le Parti ouvrier communiste de Russie (P.O.C.R.; sigle russe; RKRP), le Parti des communistes de Russie (P.d.C.R.; sigle russe: RPK) et d'autres;

- en Ukraine, le Parti communiste d'Ukraine (P.C.U.; sigle ukrainien et russe: KPU);

- en Biélorussie, le Parti communiste de Biélorussie (P.C.B.; sigle biélorusse et russe: KPB).

Des partis analogues existent à présent dans les autres républiques de l'ancienne U.R.S.S.

Tous ces-partis ne sont que des débris des partis communistes des républiques soviétiques qui " faisaient partie du P.C.U.S., lequel, après la mort de J. V. Staline en 1953, a commencé à s'écarter peu à peu des positions marxistes-léninistes, tant en politique qu'en économie, et qui, au cours du processus de la pérestroïka gorbatchayovienne, a définitivement perdu tout son prestige auprès des travailleurs. Il n'a pas été capable

d'opposer de la résistance au reniement et à la trahison de Gorbatchayov et de ses acolytes, au coup de force contre-révolutionnaire, au passage du paya au capitalisme. Ce qui constitue la base idéologique de tous ces partis, c'est l'opportunisme, c'est-à-dire la politique du conformisme, de l'esprit de conciliation pratiquée dans le mouvement ouvrier et orientée en direction de l'accommodement, de la collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie (autrement dit, de la collaboration de classe ou, comme l'on dit à présent, du partenariat; – N.d.T.). La position de nombre de ces partis ne diffère en rien de la politique des partis sociaux-démocrates actuellement au pouvoir dans de nombreux pays bourgeois. Pourtant, ces partis sont malheureusement parvenus à attirer dans leurs rangs une grande partie des partisans des idées de gauche et, en les détournant de la lutte de classe, il a aidé la classe de la bourgeoisie nouvellement

apparue, affermissent sa situation et consolident le régime bourgeois dans les anciennes républiques soviétiques.

En Russie, des élections ont eu lieu pour la Douma d'État en décembre 2007 et, en mars 2008, des élections présidentielles. Le P.C.F.R. a activement participé à

ces deux campagnes électorales.

Le P.C.S.tUS a appelé à les boycotter. En conclusion des élections présidentielles, c'est la création pro-occidentale Medvedev qui a remplacé le pro-occidental Poutine. Immédiatement après ces élections a commencé en Russie la hausse rituelle des prix du pain, du

lait, de la viande et des autres denrées alimentaires. Les travailleurs de Russie se sont une fois de plus convaincus de l'absence de toute perspective qu'offre l'élection d'un «bon» président et d'un «bon» parlement qui se soucieraient du sort des gens du travail.

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 93 p. 19

Les pseudo-communistes biélorusses au service de la bourgeoisie

En Biélorussie, les deux partis social-démocratisés, aussi bien le P.C.B. que le Parti biélorusse des communistes (P.B.d.C.; sigle biélorusse et russe: PKB) sont pareillement les deux ailes d'un seul et même courant politique dans le mouvement communiste de Biélorussie: l'opportunisme.

Ces deux partis se donnent pour tâche d'édifier ce qu'ils appellent un socialisme rénové à économie multistructurale où l'on admet l'existence de la propriété privée. Ces deux partis soutiennent l'économie de marché dans laquelle existe, à côté du marché des articles de consommation, un marché des moyens de production, un marché de la main-d'œuvre et un marché des capitaux et des titres et valeurs.

Ils sont d'avis que l'on peut revenir au socialisme non pas par la lutte des classes et en menant cette lutte jusqu'à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire non pas par la voie

révolutionnaire, mais par la voie évolutionnaire au moyen de réformes dans le cadre du système bourgeois, au moyen d'élections aux parlements bourgeois, ce qui ne s'est jamais produit dans l'histoire et ne peut se produire.

Comme l'a dit V.I. Lénine, «les partis opportunistes sont l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance de la partie futile des ouvriers embourgeoisés avec leur bourgeoisie contre les intérêts de la masse du prolétariat, de la masse des opprimés. Le P.C.B., qui s'oriente par rapport au pouvoir actuel, défend les intérêts de la bourgeoisie nationale; le P.B.d.C. s'oriente, lui, par rapport à l'Occident et défend les intérêts de la bourgeoisie compradore vénale, a' associe avec les partis de tendance nationaliste au sein des prétendues **Forces démocratiques unies** (F.D.U.; sigle russe: ODS) et mène avec ces partis, au fond, la même politique collabora-

tionniste. Les intérêts des ouvriers, des paysans et des travailleurs intellectuels ne sont défendus ni par le P.C.B., ni par le P.B.d.C. du fait qu'il n'est pas possible de le faire par les méthodes parlementaires dans les conditions de la domination de la bourgeoisie.

Ces deux partis n'accordent leur principale attention qu'aux élections, après avoir jeté aux oubliettes l'opinion bien connue de V. I. Lénine à ce propos: «le prolétariat ne peut pas vaincre sans gagner à sa cause la majorité de la population. Mais limiter ou faire dépendre cette conquête de l'acquisition de la majorité des voix aux élections sous la domination de la bourgeoisie est une épaisse indigence d'esprit ou tout au moins une simple tromperie des ouvriers» (Œuvres compl., t. 40, p. 14, éd. en russe).

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 93 p. 20

Le Parti communiste des bolcheviks de toute l'Union soviétique est l'authentique défenseur des intérêts des travailleurs

Et toujours est-il qu'il n'est donné à personne d'arrêter le progrès du développement de la société, ainsi que de ses forces motrices. Sur le territoire de l'U.R.S.S. fonctionne l'unique parti communiste qui soit l'héritier des principes bolchevistes et du cours léniniste du P.C.U.S.: le Parti communiste des bolchéviks de toute l'Union soviétique dirigé par un léniniste ferme, un bolchévik inflexible, Nina Alexandrovna Andréyeva, qui en est la Secrétaire générale.

La force de notre parti est dans son idéologie. Le P.C.S.tUS se fixe pour tâches principales les suivantes:

- conquête du pouvoir politique par le renversement de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat;
- abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production;
- renaissance de l'Union des Républiques socialistes soviétiques;

• poursuite de la consolidation de la dictature du prolétariat dans l'intérêt de la victoire complète du socialisme et du passage au communisme.

Nous, les bolcheviks, avons été et resterons inflexibles dans l'essentiel: la défense conséquente des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Le P.C.B.tUB est d'avis que l'on ne peut rétablir le régime socialiste par le moyen des campagnes électorales, mais seulement par le moyen de la révolution. En accomplissant notre travail dans les organisations syndicales, nous expliquons aux travailleurs que la politique de l'économisme et du réformisme que pratiquent les leaders des syndicats, c'est la même politique de conciliation qui ne mènera jamais à la victoire du prolétariat.

À part les revendications économiques, il est indispensable d'avancer également des mots d'ordre politiques. V. I. Lénine écrivait à ce propos: «La lutte écono-

mique des ouvriers contre les patrons et le gouvernement est une lutte trade-unioniste pour de meilleures conditions de vente de leur force de travail aux capitalistes, mais les ouvriers veulent lutter, non seulement pour de meilleures conditions de vente de leur force de travail aux capitalistes, mais également pour l'anéantissement du système capitaliste lui-même qui les condamne à la nécessité de vendre leur force de travail aux capitalistes et à subir l'exploitation».

Dans le même temps, la position léniniste à ce propos consiste également en ceci que la lutte politique se développe souvent à partir des revendications économiques. C'est pourquoi les bolcheviks, tout en participant à la lutte économique, ne la posent pas comme une fin en soi, mais l'utilisent comme étape intermédiaire à la lutte politique.

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 93, p 20

Les bolcheviks biélorusses déploient la lutte de classe

En Biélorussie, les organisations du P.C.B.tUS réalisent un gros travail de propagande des idées de Marx, Engels, Lénine et Staline et des thèses du bolchevisme contemporain parmi les ouvriers, les paysans et les travailleurs intellectuels, ainsi qu'un travail de dénonciation de la position conciliatrice du P.C.B. et du P.B.d.C. et de la politique vénale des syndicats biélorusses. Les bolcheviks biélorusses réalisent également un travail de consolidation des

forces de gauche et d'organisation de l'unité de leurs actions. Vu la menace de l'impérialisme international de soumettre la Biélorussie à son influence, ainsi que la menace de fascisme qui plane sur la république, un Front anti-impérialiste et antifasciste des travailleurs de Biélorussie est en cours de création à l'initiative des bolchéviks. À part ses buts tels qu'ils sont spécifiés dans son intitulé, le F.A.A.T.B. (sigle russe: AiAFTB) mène la lutte contre l'of-

fensive du pouvoir bourgeois sur les droits et libertés démocratiques dans la république et contre l'aggravation des conditions de vie des travailleurs biélorusses. Cette lutte de classe se développe d'année en année du fait que le développement du capitalisme ne peut pas ne pas conduire l'exploitation des ouvriers vers son renforcement, dans notre pays comme dans le monde entier.

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 93, p 21

L'aggravation de la crise de l'impérialisme mondial nous rapproche de son krach et du triomphe du socialisme

Les contradictions qui s'amplifient entre le Travail et le Capital, la rupture qui s'approfondit entre les pays riches du «miliard doré» et les pays pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine conduisent à une nouvelle crise de l'impérialisme mondial. Les derniers événements en sont la confirmation. L'absence de couverture des crédits hypothécaires aux É.-U.A. a abouti à une crise du système financier de la plus grande puissance impérialiste du monde, à la suite de quoi le cours du dollar, principale devise du monde capitaliste, a commencé à chuter. La panique a commencé à s'emparer des bourses mondiales. Tout cela conduit à la hausse du prix du pétrole, du gaz et des autres ressources, ce qui entraîne la diminution de la production, le chômage et la réaction en chaîne de la crise dans les autres pays. Et, malgré le soutien urgent que les autres États impérialistes apportent au dollar, y compris la Russie en plumant ses propres citoyens pour transvaser les ressources du fonds stabilité vers les É.-U.A., le cours du dollar baisse inexorablement.

La crise du système impérialiste mondial non seulement ne cesse pas, mais encore s'accroît-elle encore. Comme il y a cent ans déjà, l'impérialisme trouve une issue dans l'augmentation des dépenses militaires et se fait encore plus agressif. Les dernières actions

agressives des É.-U.A. et de leurs alliés en Yougoslavie, y compris au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et dans d'autres pays le confirment. Le monde se trouve à la limite d'un nouveau repartage et donc, d'une troisième guerre mondiale.

L'impérialisme mondial, dans lequel le sionisme mondial occupe une position d'avant-garde, la toute-puissance du capital financier sur la planète, les F.T.N., portent une menace directe à l'existence de toute l'humanité. Les forces progressistes de la planète, y compris celles de la citadelle de l'impérialisme, les É.-U.A., intensifient leur lutte contre la guerre. Le mouvement de protestation de toutes les couches de la société grandit. Cependant, nous, les bolcheviks, rappelons à nos partisans de la lutte anti-impérialiste la mise en garde de I. V. Staline: «Le plus vraisemblable est que le mouvement contemporain pour la paix, comme mouvement pour la sauvegarde de la paix, aboutira, en cas de succès, à la prévention de la guerre donnée, à son ajournement temporaire, au maintien temporaire de la paix donnée, à la démission du gouvernement belliqueux et à son remplacement par un autre gouvernement prêt à maintenir la paix bien. Mais quand même insuffisant pour faire disparaître l'inévitabilité des guerres en général entre pays capitalistes. Insuffisant parce qu'avec tous les succès du mouve-

ment pour la défense de la paix, l'impérialisme quand même demeure, reste en vigueur: par conséquent, l'inévitabilité des guerres demeure également.

Pour éliminer l'inévitabilité des guerres, il faut détruire l'impérialisme».

Le capitalisme est tari, il a tout transformé en marchandises, en objets d'achat et vente, jusques et y compris le couronnement de la nature: l'Homme lui-même, mais aussi son intellect, son âme, son corps. Il ne peut y avoir d'issue à la crise générale que sur la voie du socialisme. L'impérialisme est incapable de résoudre un seul des problèmes globaux qui se posent à l'humanité: la faim, la misère, la menace de guerre, l'écologie, la moralité et d'autres; l'impérialisme, c'est la veille des révolutions socialistes. Le XXI siècle sera le siècle des révolutions socialistes victorieuses. Le socialisme est l'unique chance de sauver l'humanité des crises militaires, écologiques, démographiques, informationnelles et autres.

«Hors du socialisme il n'est pas de salut pour l'humanité contre les guerres, la faim, la perte de millions et de millions d'êtres humains»

(V. I. Lénine, Œuvres compl. t. 31, p. 130, éd. en russe)

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 93, p. 21

Une nouvelle attaque concentrée contre le bolchevisme et le mouvement communiste de la part du pouvoir en place en F.R.

(Texte reçu par Internet le 12-05-2008)

Les présidents bourgeois se succèdent: Yeltsine, Poutine, Medvedev, et la politique du pouvoir en place envers le mouvement communiste devient toujours plus concentrée, insolente et, dans certaines circonstances profasciste. L'objectif des détenteurs du pouvoir est d'anéantir le mouvement communiste sur le territoire de la Fédération de Russie et d'«éradiquer le bolchévisme dans toutes les sphères d'activité de la société» (comme l'énonce la directive de A. Yakovlev, idéologue de la contre-révolution). À présent, c'est du ressort du VKPBou, parti libéral-bourgeois kremlinoïde (les «futuristes» comme les appellent les bolchéviks de Moscou; – N.d.T.) qui s'est récemment uni avec le P.O.C.R. de Tyoulkine dans son activité pratique.

Lors du congrès unificateur du P.C.U.S. de Chénine avec le P.O.C.R. de Tyoulkine le 9 avril 2008, il a été annoncé que les rares et chétives organisations régionales du P.C.U.S. de Chénine cessaient leurs activités et étaient incorporées au P.O.C.R. de Tyoulkine. Le congrès a également annoncé la cessation de l'activité des organisations du P.C.U.S. lui-même dans toute la F.R. Mais la nomenklatura partiste de l'ex-P.C.U.S. forme un public rusé et vivace, tandis que la volonté de Chénine de demeurer toujours en selle et au-dessus de tout le monde dans n'importe quelle situation a déterminé la conscience de cette nouvelle superstructure de parti qui guide les partis communistes (du proche étranger), symbolisée par le P.C.U.S. sous le commandement de Chénine. Tyoulkine et son P.O.C.R.

n'est entré dans ce parti, organisé en fait par l'U.P.C.-P.C.U.S.¹, que pour y jouer les utilités.

Des pourparlers ont également eu lieu à ce congrès pour la création d'un mouvement au sein du P.O.C.R. et du VKPBou: le Mouvement associatif de toute la Russie «Perspective ouvrière communiste de Russie» (M.A.tR. «P.O.C.R.», sigle russe: OOD «RKR»). Le congrès a consigné dans sa Décision qu'il «approuve le processus d'unification des positions et des formes organisationnelles de la coopération du P.O.C.R.-P.R.C. avec le VKPBou et propose de mener ce travail dans le cadre du M.A.tR. P.O.C.R. H dans la perspective d'une unification complète en un parti unifié».

Ainsi, le pas suivant, ce sera la fusion du VKPBou avec le P.O.C.R. et la mise au monde du «Parti communiste unifié de Russie» sous le commandement de Kouvayev (il a déjà été parlé de cette perspective dans la Déclaration du VKPBou du 26-06-2007). Kouvayev parviendra-t-il, par ses mots d'ordre volés aux bolchéviks sous leur sigle, par l'usage de nos thèses programmatiques, par ses phrases-camouflages «révolutionnaires», à en tromper quelques uns et à les prendre dans ses filets? Le temps nous le dira. Mais il sera très difficile au peuple de s'y retrouver, car la tromperie du peuple par l'«étouffe communiste» du VKPBou va encore opérer durant un certain temps, dans la mesure où, en intervenant sous notre sigle avec nos mots d'ordre et nos thèses programmatiques, ce sera comme s'il se substituait à nous.

Il semble qu'à présent se posent

au VKPBou, créé par le Kremlin en septembre 2004 et réanimé de sa léthargie par Kouvayev les problèmes suivants:

- anéantir le bolchevisme et le P.C.B.tUS par la désinformation de la population;

- faire dévier le mouvement communiste de sa voie de lutte pour le socialisme, pour la renaissance de l'U.R.S.S. et en finir avec ce mouvement lui-même;

- se substituer au P.C.F.R. en tant que parti ayant accompli sa tâche sociale-démocrate, en se montrant, le VKPBou, comme un parti communiste véritablement révolutionnaire en opposition au régime;

- discréditer l'idée communiste elle-même par la différence qui se révèle être énorme entre les thèses déclarées et les actions réelles des leaders de leurs partis.

Le P.C.F.R., créé à partir des listes de membres des comités district aux du P.C.U.S. sur proposition de Gorbachyov et de Yakovlev, s'est fait connaître, en 15 ans de son existence, comme un parti social-démocrate ayant préféré, comme mode unique de travail, le mode parlementaire. De facto, il a aidé le régime à consolider sa stabilité, il a favorisé l'adoption de la constitution antipopulaire et c'est pourquoi il a dans une large mesure perdu tout prestige dans le peuple. C'est pourquoi, je pense, le Kremlin a décidé de remplacer le P.C.F.R. par le VKPBou, fruit des entrailles du P.C.F.R., mais qui reste encore incompréhensible pour beaucoup d'anciens membres du P.C.F.R. à cause de ses slogans révolutionnaires et de ses critiques injurieuses de la Direc-

tion du P.C.F.R. En d'autres termes, le Kremlin, qui a créé ce nouveau parti «communiste», le VKPBou, avait besoin de tromper les Soviétiques et de procéder à un échange de pièces sur l'échiquier du mouvement protestataire en mettant en avant ce VKPBou nouvellement sorti de l'œuf et qui use largement de la symbolique communiste, des mots d'ordre communistes de lutte, y compris ceux se rapportant à «l'évincement de la bourgeoisie et de ses suppôts du pouvoir, la socialisation des moyens de production et la poursuite de l'édification du socialisme et, par la suite, de la société communiste» (Déclaration de la réunion des cadres actifs de la Section régionale urbaine de Moscou du VKPBou du 26-06-2007).

Dans la Déclaration des participants à l'Assemblée constitutive de la Section régionale de Moscou du Mouvement associatif de toute la Russie «perspective ouvrière communiste de Russie» (25-04-2008), les kouvayéviens sont allés encore plus loin, proclamant tous nos mots d'ordre et appels comme étant les leurs propres et se sont même prononcés pour «la dictature du prolétariat comme condition sine qua non des transformations socialistes, la liquidation de la propriété privée des moyens de production et de toutes les formes d'exploitation et d'oppression». Mais par quels moyens se proposent-ils de faire renaître le socialisme? La question reste ouverte. Quant aux paroles sur «le caractère révolutionnaire du passage du capitalisme au socialisme», elles ne font que constater l'une des vérités du marxisme, à savoir que le passage d'une formation inférieure à une formation plus élevée a toujours un caractère révolutionnaire.

En dépit de leurs phrases et mots d'ordre justes et grandioses, de leur démagogie politique et de leur bavardage bruyant, les kouvayéviens

ne feront naturellement rien EN FAIT de ce qu'ils déclarent, étant donné que leur parti a été créé par le Kremlin dans l'intérêt de l'oligarchie régnante. Peut-on imaginer un seul instant que la direction du Kremlin, les chefs du capital criminel oligarchique, décident de créer en F.R. une avant-garde de leur ennemi mortel de classe en la personne d'un nouveau parti «communiste», et encore, tellement révolutionnaire (à en juger par la Déclaration), et encore, prendre sur soi le complet entretien de ce parti? Il est intéressant de remarquer que même dans l'intitulé du site de ce parti les oreilles de l'orientation de sa véritable activité nous sifflent, à savoir: vkpb-zapad.narod.ru ('zapad' signifie 'Occident' en russe; – N.d.T.). Il est difficile d'imaginer que puisse venir à l'esprit d'un communiste de Russie l'idée de mettre le mot «zapad» dans l'intitulé de son site. Souvenons-nous également de l'aveu cynique de l'oligarque Déripaska qu'il faut une opposition mais elle ne peut être qu'appriivoisée. Par principe, il n'est pas d'autre opposition possible pour eux (les oligarques). Et voilà que Monsieur Kouvayev, ex-«communiste» député à la Douma d'État de la F.R. des trois législatures, se décarcasse pour gagner les faveurs de ses bailleurs de fonds du Kremlin, comptant bien sur une récompense des oligarques pour avoir créé un parti communiste, une «opposition appriivoisée», et pour avoir contribué ainsi à l'anéantissement de tout ce qui empêche le monde criminel régnant du pouvoir réel de dormir en paix, à l'anéantissement de l'idéologie communiste et, en particulier, de l'idéologie bolchéviste et de ses porteurs. Mais il n'est possible ni d'interdire, ni à plus forte raison d'anéantir l'idéologie: l'idéologie vit dans le cœur des gens. Et cela concerne d'autant plus l'idéologie communiste (bolchéviste), l'idéologie de

l'humanité future, de son avenir.

Souvenons-nous également que le nom même de ce parti kremlinnoïde nouvellement sorti de l'œuf a été «recommandé et agréé par les cadres compétents du ministère de la Justice de la F.R.» (v. la «Rossiïskaya pravda», no 2, 2004). L'article confirme que l'ardent désir des «communistes» fraîchement pondus d'appeler leur parti «Parti communiste (des bolcheviks) de toute l'Union soviétique» [sigle russe: VKP(b)] n'a pas été retenu par ces mêmes cadres du ministère de la Justice pour des raisons bien définies.

Abordons l'histoire de la création du VKPBou. Cette organisation est née le 11 septembre 2004 dans les douleurs de sa quête de porteurs-de-carte-du-parti. Nous avons assisté à un débauchage sans précédent par l'argent de tous ceux qui consentaient à s'inscrire sur le rôle de ce VKPBou de la dernière pluie. D'assez importantes récompenses en espèces ont été distribuées à chacun de ceux qui y avaient consenti. Nous en avons déjà parlé dans «Serp i Molot», no 10, 2004 (v. «N.d'URSS», no 62, déc. 2004, pp. 16 à 19; – N.d.T.) en produisant des faits et toute une documentation qui ont été rendus publics par l'un des leaders du P.C.F.R., ainsi que cité le fait que «l'administration kremlinesque a investi d'énormes sommes d'argent pour aider à la quête des membres du nouveau parti et assurer sa maintenance technique» et la conclusion de ce **pé-cé-eff-erriste** a été que «ce parti a été créé pour poursuivre le morcellement du mouvement communiste». Ainsi en est-il. La partie essentielle de ce parti consiste alors en fonctionnaires d'État de divers niveaux et en un groupe de «gauchistes» du P.C.F.R. qui s'en sont séparés en compagnie de Monsieur Kouvayev. C'est V. Tikhonov, gouverneur d'Ivanovo, qui fut d'abord

nommé leader du parti du Kremlin. Il convient de mentionner que le Congrès constitutif du VKPBou a été préparé dans la hâte et s'est tenu de manière à devancer la tenue de la Conférence prévue par nous, les bolcheviks, pour le 16-11-2004, en vue d'organiser la coordination et la conjugaison des efforts de toutes les forces protestataires du pays. Le Kremlin suit très attentivement notre travail, le travail des bolcheviks, et savait très bien que nous avons procédé à un sondage au début de 2004 et avons passé des accords avec d'autres partis du mouvement communiste sur les thèmes et le temps de notre Conférence. Je pense que c'est à cause de la précipitation que le congrès du VKPBou a adopté un Programme de parti on ne peut plus confus et, au fond, libéral-bourgeois. Dans l'interview qu'il a accordée aux journalistes, le leader du VKPBou a déclaré après le congrès: *«Je comprends la position de notre président, je suis fermement convaincu qu'il doit y avoir une opposition dans tout pays. Autrement, en cas d'absence d'opposition, c'est le marasme complet!... De ce point de vue, nous sommes convaincus que notre parti sera précisément un parti d'opposition»* (v. la «Rossiiskaya pravda», no 2, 200 LL). Des paroles de Tikhonov il apparaît clairement que c'est bien le Kremlin qui a lui-même créé l'«opposition» dont il a besoin et pris sur lui son complet entretien...

Il est naturel que la strate de l'histoire soviétique de 1924 à 1953 fasse totalement défaut dans le Programme d'un tel parti.

La Déclaration post-congrès «De l'unité d'action des partis communistes de la F.R.» donne comme mot d'ordre du moment l'appel «Toutes les forces du parti pour le travail dans les masses!» et indique que les VKPBouïstes se préparent à résoudre les tâches posées dans le

Programme par la voie de «la participation à la vie de la société en exerçant une influence sur la formation de la volonté politique des citoyens dans le but de conquérir le pouvoir politique». La question se pose alors: POUR QUOI FAIRE et au nom de QUOI les VKPBouïstes se disposent-ils à reprendre le pouvoir au Kremlin qui les a créés et qui les entretient et qu'entendent-ils par «volonté politique des citoyens»? Ce n'est pas précisé dans leur Programme. Ce qui y est défini comme la forme principale de leur activité, c'est «la participation aux actions sociales et politiques, aux élections et aux référendums, ainsi que, dans le but de représenter les intérêts des citoyens, aux organes du pouvoir d'État et aux organes de l'autogestion locale». Il suit de là que la création du VKPBou poursuit également le but de renforcer la suite hiérarchique poutinienne du pouvoir dans le but de stabiliser la domination des oligarques dans les conditions d'accroissement du mouvement protestataire dans le pays.

La création du VKPBou est une entreprise originale du Kremlin de l'époque de Poutine: l'interception de l'initiative auprès de toutes les forces communistes, patriotiques et protestataires, la prise SUR SOI (par le Kremlin et la FSB), au moyen du VKPBou, des fonctions de coordination de leurs actions en ayant recours pour ce faire à la plus large corruption de tous ceux qui s'y prêteront.

Je pense que cela ne peut se passer d'avoir été soufflé par les techniciens de la politique d'outre-océan.

Lors de la Conférence qui s'est tenue le 16-11-2004, les présents:

A.A. Prigarine (pour le P.C.R.-P.C.U.S.²), A.V. Kryoutchkov (pour le P.d.C.R.³), V.I. Anpilov (pour Russie laborieuse), V.A. Tyoulkine (pour le P.O.C.R.), ont en fait re-

noncé à la position de classe, au marxisme, adoptant la position du VKPBou. V.A. Tyoulkine ne s'est alors abstenu que de signer le document politique final de la Conférence portant sur l'unification sous l'égide du VKPBou, ayant prétexté son ignorance de la composition de ce parti.

J'ai l'impression que ce qui a été la cause d'une telle veulerie de classe des leaders communistes, c'est le désir de communier ensemble à la gamelle du Kremlin que représentait le VKPBou. On peut en déduire que la dégringolade des leaders «communistes» dans le marais de l'opportunisme et dans le refus du marxisme-léninisme date de 2004.

Souvenons-nous également que c'est à peine avant le 29 février 2004 que, pour ce même morcellement du mouvement communiste, le Kremlin a reconstitué le P.C.U.S. de Chénine qui aujourd'hui a cessé d'exister (2004-2008). Les antistalinistes du parti chéninien n'ont été aidés ni par leur spéculation sur l'usage du nom de I.V. Staline à des fins de réclame, ni par le recopiage de séries entières de nos thèses essentielles de notre Programme du parti des bolchéviks, ni par les incroyables efforts faits pour assurer la réclame du P.C.U.S., ni par le conditionnement de nos militants bolchévistes dans le but de les débaucher pour les gagner au P.C.U.S. Les «généraux sans armée du P.C.U.S.» ne sont donc restés que des généraux fort désireux de «commander», mais incapables de créer leurs propres organisations de base du parti. Je pense que l'ascension de Chénine au poste de haut dirigeant du mouvement communiste restera son dernier bluff.

Par la suite, le VKPBou ne s'est en rien fait connaître sous Tikhonov et s'est éteint tout doucement deux ans après sa création sans avoir enrôlé les effectifs de 100000 membres promis, ni sans avoir réalisé «aucune

des propositions réelles de la part de ceux dont l'obligation directe était de s'occuper des questions idéologiques et théoriques concrètes» (extrait d'une intervention de Kouvayev, président du Bureau politique du C.C. du VKPBou, faite le 08-06-2006).

Il faut croire que le Kremlin a décidé de réactiver le VKPBou en le confiant à Kouvayev, membre du Présidium du C.C. du P.C.F.R., Premier secrétaire du Comité urbain de Moscou du P.C.F.R. Avant de travailler au P.C.F.R., Kouvayev est passé par la forge des cadres du parti du P.C.U.S., le Komsomol, polissant son art oratoire au département de la propagande, d'abord du Comité districtal de l'Union communiste léniniste de la jeunesse de toute l'Union soviétique (U.C.L.J.tUS; sigle russe: VLKSM), ensuite comme secrétaire du Comité de l'arrondissement Lénine de l'U.C.L.J.tUS de Moscou. Dans les structures du P.C.U.S. de 1983 à 1991, comme adjoint d'une section d'usine pour le travail d'organisation du parti et comme Premier secrétaire du Comité de l'arrondissement Lénine du P.C.U.S. de Moscou. De 1991 à 1995, comme Directeur général de l'Association municipale de Russie. Il est passé trois fois à la Douma d'État sur la liste du P.C.F.R. Il s'est occupé des questions d'autogestion locale en fonction de Président de l'un des Comités de la Douma d'État et comme membre du Comité de politique économique et des questions de patronat, et cetera et ainsi de suite. Comme nous le voyons d'après cet état de service, Monsieur Kouvayev est bien l'homme qu'il faut aussi bien à la Douma d'État qu'au Kremlin.

Et comment peut-on évaluer la position de V. A. Tyoulkine, leader du P.O.C.R., coorganisateur du M.A.tR. «P.O.C.R.» qui a «unifié l'activité pratique du P.O.C.R. avec

le VKPBou»? *Comment évaluer le bilan absolument conforme au processus objectif de toute l'activité antérieure de la Direction du P.O.C.R.?*

Durant toutes les années de notre existence en commun à Léninegrad, nous nous sommes heurtés en permanence à une attitude de profond isolement, et parfois même à de la haine, de la part de la Direction du P.O.C.R. (et encore avant, de la part de ladite «Initiative communiste» de 1988 à 1991) et au rejet complet de nos propositions pour un travail en commun. Le P.O.C.R. exigeait constamment de nous que nous nous incorporions au P.O.C.R., ce à quoi nous ne pouvions naturellement pas consentir en raison de la grande différence de nos orientations idéologiques. Nous avons proposé dès 1994 à tous les partis communistes de Russie la réunification par étapes: – unité d'action, – unité de la politique et de l'idéologie, – unité organique ou création d'un parti unique. Actuellement, c'est ce plan qui est proposé à tout le monde par le Mouvement associatif de toute la Russie «Perspective ouvrière communiste de Russie» (M.A.tR. «P.O.C.R.»). L'attitude de Tyoulkine et de son équipe à notre égard devient pleinement compréhensible en partant de la position des événements d'aujourd'hui. Je pense que Tyoulkine et son équipe, qui sont d'anciens nomenklaturiers partistes du P.C.U.S. de différentes envergures, des khrouchtchyoviens d'essence idéologique, ont accompli la mission qui leur a été confiée par l'ancienne nomenklatura partiste de l'échelon supérieur du P.C.U.S. qui était la mise à l'écart du mouvement communiste à Léninegrad, la complète neutralisation des bolcheviks et la liquidation du bolchévisme. Le régime contre-révolutionnaire (dans lequel la nomenklatura partiste pourrissante du P.C.U.S. a trouvé une place confor-

table sous un soleil nouveau) a encouragé Tyoulkine pour son bon travail en ce sens, en lui offrant un fauteuil doumatorial à la Douma d'État de la 4e législature (en insérant Tyoulkine sur la liste du parti de Zyouganov). Ayant estimé au sommet que cela suffisait amplement, ils ne l'ont pas laissé entrer à la Douma de la 5e législature. Son désir de communier à nouveau à la gamelle: kremlinesque a jeté Tyoulkine dans les bras du VKPBou. À présent, ils marchent ensemble, le P.C.U.S., le P.O.C.R. et le VKPBou, en cette opposition apprivoisée dont la classe dirigeant de la F.R. a besoin, pour faire la démonstration devant l'Occident de l'existence de la «démocratie» en Russie.

En ce qui concerne la formation du M.A.tR. «P.O.C.R.», les perspectives de son extension et de sa croissance sont fort obscures et problématiques...

La tâche des bolchéviks est de poursuivre l'ensemble de notre travail de propagande des idées marxistes-léninistes, de notre travail d'explication de la situation dans le pays et de CE QU'IL FAUT FAIRE., CE qui a été exposé en détail lors du IVe Congrès du P.C.B.tUS.

Notes: 1. U.P.C.-P.C.U.S., – Union des partis communistes en vue de la reconstitution du P.C.U.S. (sigle russe: SKP-KPSS). (N.d.T.)

2. P.C.R.-P.C.U.S., – Parti communiste de Russie qui se présente comme étant l'organisation du P.C.U.S. pour la Russie (sigle russe: RKP-KPSS). (N.d.Æ.)

3. P.d.C.R., – Parti des communistes de Russie (sigle russe: RPK). Ce parti est devenu le Parti révolutionnaire des communistes (avec conservation du même sigle russe RPK) après sa fusion avec le P.O.C.R. de Tyoulkine. (N.d.T.)

Source: Nouvelle d'U.R.S.S. No 92, p. 15

Halte à l'escalade impérialiste dans le Caucase !

Depuis plusieurs jours, la situation s'est à nouveau dangereusement enflammée dans le Caucase.

Poussé par l'impérialisme US, le régime réactionnaire géorgien a ouvert les hostilités avec une opération militaire dont le but affiché était de reprendre le contrôle du territoire "séparatiste" d'Ossétie du Sud soutenu par Moscou.

La Russie de Medvedev et de Poutine a répondu par une contre-offensive militaire de grande envergure.

Les bombes des deux camps se sont abattues sur les populations civiles en Ossétie du Sud, mais aussi en Abkhazie et diverses villes de Géorgie, provoquant de nombreuses victimes et des centaines de milliers de réfugiés.

Ce n'est pas un "coup de tonnerre dans un ciel sans nuage", mais le résultat d'une longue escalade qui a pour toile de fond, les luttes entre grandes puissances impérialistes pour le contrôle d'une région riche en hydrocarbures.

La Géorgie représente dans le Caucase ce que représente l'Afghanistan au Moyen Orient : c'est une zone de transit pour acheminer le

pétrole azerbaïdjanais de la Mer Caspienne à la Mer Noire.

Comme la plupart des anciennes républiques du Sud de l'Union soviétique, elle est l'instrument d'une politique de déstabilisation menée par l'impérialisme US contre la Russie. Cette politique, qui a déjà mis à feu et à sang les Balkans, a pris un tour de plus en plus agressif et provocateur avec l'installation du fameux "bouclier anti-missiles" en Europe de l'Est et les pressions pour accélérer l'intégration de la Géorgie dans l'Otan.

Ne nous y trompons pas, pas plus qu'au Kosovo, il ne s'agit pour les États-Unis et leurs alliés de défendre la démocratie et les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Sur fond de crise énergétique et de récession économique, c'est bien d'une guerre de repartage impérialiste dont il s'agit ! La violence de la riposte russe, qualifiée par les puissances occidentales de "disproportionnée" est un signe donné par Moscou des limites qu'il entend ne pas laisser dépasser.

Sarkozy et son ministre des affaires étrangères sont allés jouer les médiateurs au nom des "27". Si les

positions des gouvernements de l'Union européenne sont loin d'être unifiées, celle-ci ne veut pas d'un conflit ouvert avec la Russie, ni d'une situation trop instable, où elle serait en première ligne.

Notre Parti dénonce cette guerre entre deux camps réactionnaires, dont les peuples du Caucase font les frais.

Elle confirme, s'il en était besoin, le danger de la politique "atlantiste" développée par Sarkozy. Cette politique, qui s'est récemment traduite par un renforcement de la présence française en Afghanistan -en réponse aux attentes de Bush- et par une réintégration de la France dans toutes les structures de l'Otan, est une politique agressive et belliciste.

Stop aux provocations impérialistes !

Stop aux bombardements !

Travaillons à renforcer la solidarité internationale des peuples dans leur lutte contre l'impérialisme fauteur de guerre !

Paris, le 12 août 2008

Source: PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE

Géorgie: Les communistes devraient s'engager

La confrontation entre les États-Unis et la Russie, intervenue parallèlement au conflit entre la Géorgie d'un côté et l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie de l'autre, a comme conséquence gravissime de mettre l'humanité un peu plus sur la voie dangereuse, difficilement réversible de la guerre froide, et aussi des affrontements militaires convention-

nels, nucléaires, tactiques ou stratégiques, entre grandes puissances.

Ce conflit semble marquer, aussi, un tournant décisif dans les rapports de force mondiaux, voire la fin de la domination unipolaire des États-Unis par l'instauration d'une bipolarité (ou une multipolarité): d'un côté les États-Unis et leurs alliés occidentaux et de l'autre la Russie et d'autres États, diversement

menacés par les occidentaux et leurs alliés, qui se rallieront à elle. La reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie par la Biélorussie, la Syrie et le Venezuela vont dans ce sens.

Aussi cruciale qu'ait été l'action de la Russie, l'absence de soutien à la Géorgie l'est tout autant. À partir de là, nous sommes enclins à penser que ce serait peut-être une occasion

propice pour les dirigeants des autres États dressés sur le territoire de l'URSS et qui agissent comme des têtes-de-pont militaires de l'impérialisme étasunien et de l'OTAN, plutôt que de se précipiter à Tbilissi pour manifester leur soutien à Saakashvili, de réfléchir à l'imposture de leur prise de pouvoir, leur situation géographique, leurs échanges commerciaux, leur traitement inacceptable de leurs importantes minorités russes, leurs ostentatoires sympathies pronazies... et de finalement peut-être conclure que, tout compte fait, vu l'incertitude de leur avenir - voire leur utilité pour les occidentaux -, il leur serait profitable de calmer leurs ardeurs belligérantes pro-étasuniennes et anti-russes, pour adopter peut-être une attitude plus adaptée. Le fait que leurs patrons ne leur manifestent qu'un soutien confus, aura inéluctablement pour effet - ce n'est qu'une question de temps - de produire des changements internes.

Du côté international ce changement offre - sauf si d'ici à la fin de l'année il y a une provocation suicidaire étasunienne ou israélienne - un répit immédiat pour l'Iran et pour la Syrie, avec des conséquences qui, à moyen terme, se ressentiront sur tout le Moyen-Orient. C'est toute une nouvelle ère que l'on entrevoit avec ses espoirs et ses graves dangers.

La situation catastrophique de l'économie des États-Unis, la chute par paliers du cours du dollar, conséquence de la dématérialisation de la valeur des monnaies en général et du dollar en particulier, les difficultés du marché du crédit et de l'immobilier,... augurent une aggravation beaucoup plus sérieuse, dont l'un des signes est l'intervention massive de la Federal Reserve Bank et de l'État pour secourir le cœur de l'impérialisme, le

secteur financier et les principales banques. En même temps les dettes internes des États-Unis se chiffrent à - au moins - plusieurs douzaines de trillions dollars, alors que les aventures militaires n'offrent plus, comme par le passé, des solutions qui leur seraient acceptables. Ces guerres qui profitent principalement aux multinationales de l'industrie de l'armement, n'ont pas comme victimes seulement les peuples opprimés et exploités, mais aussi, par leur coût humain et économique leur propre nation et leur peuple. C'était le cas avec le coût économique et humain de la défaite face à un héroïque petit pays communiste comme le Vietnam ainsi que les guerres peu glorieuses en cours contre l'Iraq et l'Afghanistan.

Ce conflit dans le Caucase n'est un pas conflit à caractère «inter-impérialiste», où il conviendrait d'adopter une position de retrait, d'observation. L'assassinat des soldats de la paix russes sous mandat de l'ONU par leurs «collègues» géorgiens; suivi de bombardements massifs par les forces armées géorgiennes au milieu de la nuit de la population civile d'Ossétie du Sud, causant plus de 1.500 morts, tout cela à l'instigation et avec l'aide du matériel militaire et même en personnel des États-Unis, d'Israël,... sont clairement de actes de guerre d'agression caractérisée.

Quant au peuple soviétique, outre du fait qu'il n'a pas autorisé le démantèlement de l'URSS, son territoire n'a pas cessé d'exister à cause de la contrerévolution et la trahison. Toutes ces populations, nationalités qui sous le socialisme ont vécu entre elles en paix, traversé victorieusement depuis 1917 la Révolution d'Octobre, les guerres d'intervention, la guerre et d'innombrables défis de développement, scientifiques et sociaux se

sont liés entre elles, se sont mélangées et éparpillées ... elles n'ont ni disparu, ni leur mémoire n'a été anéantie.

Par conséquent les territoires situés entre la frontière de l'URSS et celle de la Russie, la Biélorussie, ...ne sont pas des territoires étrangers ou d'une quelconque zone d'influence. C'est pour cela que les provocations et les menaces militaires occidentales à partir de ces territoires sont d'autant plus vexatoires pour la Russie et pour le peuple soviétique.

Rétablir les frontières de l'URSS, ou tout au moins réintégrer sur ce territoire toutes ces populations dans un ensemble coexistant et se développant pacifiquement serait une affirmation de leur souveraineté et de leur indépendance dans un territoire qui leur appartenait à toutes.

Ces événements, ainsi que par exemple les tentatives d'installer un bouclier anti-missile en Pologne... démontre à tous, que toute l'hostilité des puissances occidentales contre l'URSS n'avait pas seulement pour but de détruire le socialisme de ce pays, mais était aussi une étape pour affaiblir le pays avant de le fragmenter complètement et d'assujettir son peuple.

Donc la Russie capitaliste en neutralisant les forces qui lui sont dangereuses sur sa périphérie et surtout sur le sol de l'URSS, ne fait pas autre chose que défendre sa souveraineté nationale et la sécurité de ses citoyens, ce qui est un acte légitime et patriotique, même pour nous les communistes.

Voilà un bout de chemin que nous devons, sans rechigner, prendre avec la Russie capitaliste

Le Bureau de la Nouvelle Association Staline

3 septembre 2008

Le conflit en Géorgie : L'attaque barbare géorgienne

Dans la nuit du 7 au 8 août, alors que l'attention du monde était dirigée vers la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques de Beijing, le régime arche-réactionnaire de Mikheil Saakashvili, poussé par sa haine viscérale de tout ce qui est russe et encouragé par la promesse des États-Unis de le faire entrer à l'OTAN, après avoir reçu d'énormes quantités d'armement des États-Unis et d'Israël, son armée entraînée par 130 «conseillers» étasuniens et instructeurs israéliens, après s'être assuré du soutien et de l'approbation de l'administration Bush, lançait une attaque barbare contre Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud. Au cours de cette attaque les forces géorgiennes tuèrent près de 2000 Ossètes du Sud, la plupart des citoyens russes, ainsi que des soldats russes de la force de maintien de la paix. La ville entière fut ravagée.

Malgré ses démentis répétés, le régime chauviniste géorgien a attaqué le premier. Lors d'une mission radio à 23h05 heure locale, le général Mamuka Quarashvili, le chef des opérations de maintien de la paix au ministère de la Défense, avait annoncé le déclenchement d'une offensive géorgienne massive contre l'Ossétie du Sud dans le but de «*restaurer l'ordre constitutionnel dans toute la région*», sans même parler de l'existence d'une force russe - il n'y en avait aucune en ce moment, il a poursuivi en disant que la décision de lancer l'attaque contre Tskhinvali a été prise par les «*les institutions du pouvoir géorgien*». Après cette émission, à 23h30, les mortiers, les roquettes, les missiles Grad de 122 mm géorgiens tirés de lanceurs montés sur camions, des chars et des hélicoptères, fournis par les États-Unis, ont commencé à pleuvoir sur la capitale ossète, incendiant des

habitations, des écoles et l'hôpital local, forçant 30.000 Ossètes du Sud à fuir en quête d'un abri en Russie.

La réponse russe fut dévastatrice

Le régime réactionnaire géorgien avait espéré, par son attaque surprise et la blitzkrieg, obtenir une victoire rapide. Il a mal calculé son coup, la réponse russe a été prompte et dévastatrice. Les troupes russes ont percé les défenses géorgiennes, souvent à la stupéfaction de l'armée géorgienne, confisquant ses véhicules Humvee étasuniens, explosant des vaisseaux garde-côtes, sacquant et s'emparant de bases militaires modernes, détruisant des installations radar et d'autres défenses, capturant des chars, ainsi que des armes légères et des munitions.

Dans une tentative désespérée d'aider leurs laquais géorgiens, les impérialistes étasuniens ont fait revenir 2000 soldats géorgiens d'Iraq, où ils avaient été envoyés par le régime de Saakashvili pour participer à la guerre et au génocide du peuple iraquien, mais cela n'a rien changé. Face à la riposte russe, l'armée géorgienne s'est simplement effondrée. Les soldats géorgiens pris de panique, abandonnaient leurs véhicules, c'était en bref la débandade. La plus grande destruction subie du côté géorgien était causée par une peur primaire où des camions lourds se télescopaient, des chars chutèrent dans des fossés et furent simplement abandonnés. Même selon les comptes rendus des media impérialistes ce fut une fin spectaculairement humiliante d'une aventure militaire mal conçue. Plutôt que la frappe rapide et chirurgicale espérée, l'attaque géorgienne s'est transformée en déroute chaotique et sanglante. Avec son armée estropiée, l'avenir du régime Saakashvili est en

équilibre, et son fantasme de capturer l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie par la force, réduit en ruines.

Aucune rage intense et impuissante de Saakashvili, ni propagande mensongère de la presse impérialiste et des media électroniques, ni dénonciations hypocrites de la soi-disant agression russe par les porte-parole impérialistes, ne peuvent sauver les réactionnaires géorgiens du désastre dont ils sont à l'origine.

Les dénonciations hypocrites

L'action de la Russie pour défendre ses citoyens et mettre fin au génocide déclenché par le régime réactionnaire géorgien ont, sans surprise, été accueillis par un chœur orchestré de condamnations par les idéologues et les hommes d'État impérialistes, ainsi que par leurs pions en Europe de l'Est. La Russie est accusée d'avoir violé la souveraineté de la Géorgie par ces mêmes puissances qui se moquent du concept même de souveraineté, pour qui l'invasion et l'occupation d'autres pays sont une routine, qui renversent des gouvernements légitimement élus, tuent des millions de leur citoyens et sèment la panique dans leurs économies et leur infrastructures - et tout cela au nom de l'interventionnisme humanitaire, un prétexte à peine voilé pour l'agression impérialiste, le brigandage, la rapine et la domination des barons gangsters du capitalisme monopolistique d'une poignée de pays exceptionnellement riches et puissants. Ces gentilshommes ont maintenant la témérité d'accuser la Russie d'agir comme une puissance du XIXe siècle, pour le retour des zones d'influence et des politiques d'équilibre des puissances.

Le président des États-Unis George W. Bush, bien connu pour

ses guerres prédatrices contre l'Iraq et l'Afghanistan, avec le sang de millions de morts Iraquiens sur ses mains, s'enrage à propos de la soi-disant agression russe.

«*Il n'y a pas de retour en arrière par rapport aux principes fondamentaux d'intégrité territoriale, de gouvernance démocratique et de la loi internationale*», dit ce ridicule idiot de David Miliband, «oubliant» qu'il est le ministre des Affaires étrangères d'un pays, principal partenaire de l'impérialisme étasunien alors qu'ils sont à la poursuite de guerres prédatrices contre les peuples iraquien et afghan, un pays qui dans le passé n'a jamais eu, pas plus que maintenant, d'égard pour la souveraineté des autres pays, surtout quand ils étaient faibles.

Des représentants des plus petits pays impérialistes, donnant la réplique aux plus grandes puissances impérialistes, se sont joints à la cabale antirusse. Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères, a critiqué la Russie d'agir comme «*une puissance du XIXe siècle*».

Mikheil Saakashvili, dirigeant du régime géorgien fantoche, qui, à la demande de ses maîtres de Washington, avait envoyé un contingent de 2.000 soldats pour violer la souveraineté de l'Iraq, initiateur du conflit par sa tentative unilatérale, à la force des armes, de mettre fin au statut autonome de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, crie l'infamie et beugle de façon impuissante: «*Le but de Moscou est de redéfinir par la force la carte de l'Europe. La question ne concerne plus seulement mon petit pays, mais la capacité de l'occident de tenir tête et de défendre une approche réglementée par des principes par rapport à la sécurité internationale et le maintien de la carte de l'Europe en l'état*» («*Moscow's plan is to redraw the map of Europe*», *Financial Times*, 28 août 2008, M Saakashvili). En

écrivant ces lignes ce benêt «oubliait» que depuis l'effondrement de la jadis glorieuse Union soviétique, la carte de l'Europe a déjà été redessinée - non pas par Moscou, mais par Washington. Tout ce dont le Kremlin serait coupable consiste à avoir fermement averti: «jusqu'ici et pas plus loin».

Ces même journaux, et les meutes de journalistes mercenaires, qui font office de claqueurs pour les guerres prédatrices en Iraq et en Afghanistan, l'interminable guerre sioniste contre le peuple palestinien, ainsi que pour tout autre outrage impérialiste dans le monde, font mine de respecter la loi internationale et de dédaigner l'usage de la force. Le *Financial Times* dans son éditorial du 19 août, accusait la Russie de brute, et puis dans un autre article principal d'entretenir «*...un désir dévoyé de réécrire le manuel des règles internationales*» («*Russia's gamble could backfire*», 27 août). Le *Financial Times* aurait simplement «oublié» d'ajouter que le manuel des règles internationales a déjà été réécrit par l'impérialisme anglo-étasunien et non pas par la Russie.

Le très intelligent, et pourtant stupide, M. Philip Stephens, soutien des guerres impérialistes sous la bannière de «l'interventionnisme humanitaire», fulminait dans le *Financial Times* du 15 août: «*La conception du monde par M. Poutine ne laisse pas de place à l'approche postmoderne [quel que soit son sens] aux relations internationales de ses voisins occidentaux. L'Europe est pour l'ordre global basé sur des normes et des règles de coopération. Moscou préfère la force*» («*The vulnerabilities that lie behind Putin's belligerence*»). L'audacieuse tromperie de cette ignoble expression est simplement époustouflante! De quelle Europe, soi-disant engagée au respect «des règles et des normes de coopération». M Stephens parle-t-il?

Serait-ce la même Europe en train de faire la guerre en Iraq et en Afghanistan, et qui systématiquement tourne le visage de l'autre côté quand le régime fasciste d'occupation israélien conduit des répressions et des guerres d'extermination contre le peuple palestinien. Cette Union européenne qui a redessiné la carte de l'Europe par son expansion et celle de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie et qui par le développement de son complexe militaro-industriel cherche à dominer le monde, et qui tout en étant la rivale, néanmoins collabore, avec les États-Unis dans ses tentatives d'encercler la Russie et la Chine en vue d'assurer la domination et de saisir le contrôle monopolistique des ressources pétrolières, gazières et minérales de la région qui s'étend du Moyen-Orient à l'Asie Centrale; une Europe qui a de manière éhontée conduit une guerre contre la république fédérative souveraine de la Yougoslavie et fait pleuvoir sur elle un déluge de mort et de destruction et qui l'a cassée en plusieurs morceaux; une Europe qui en complète violation des résolutions de l'ONU a détaché le Kosovo de la Serbie, conférant le statut d'État à cette colonie de l'OTAN; une Europe complice de la guerre éthiopienne contre le peuple somalien; une Europe....cela suffit? Si le gouvernement de Poutine en Russie vraiment était si coupable des charges dont on l'accuse, ce qui n'est pas le cas, s'il devait avoir la conception du monde que lui attribuent les semblables de M. Stephens, loin d'être étrangère à la vraie approche (contrairement aux désires de M Stephens) aux relations internationales des puissances occidentales, elle aurait été au centre de cette approche à une approche basée pas tellement sur des normes et des règles coopératives, mais sur l'usage de la force, la violation de la souve-

raineté nationale et le mépris de l'intégrité territoriale.

L'impérialisme isolé

À la suite de la débâcle géorgienne, les media impérialistes tentèrent de peindre la Géorgie - l'agresseur, poussée et encouragée par l'impérialisme, particulièrement étasunien - comme le frêle David engagé dans un combat mortel contre le Goliath russe; ils ont essayé de donner à la Russie une image de brute, qui par son intervention au secours de ses citoyens, est devenue isolée, sans amis, un paria parmi les nations. Mais rien n'est plus loin de la vérité. C'est en fait la position impérialiste - que le monde devrait soutenir la victime, en l'occurrence la Géorgie - qui n'a pas convaincu les nations du monde. Ni l'Inde, ni la Chine, ni les pays de l'Amérique latine, de l'Afrique et du Moyen-Orient n'ont protesté. En fait la plupart des pays et la majorité écrasante de l'humanité, soutiennent la Russie contre les intimidations des puissances impérialistes. Il y a un large et profond fossé entre la propagande impérialiste et ce que pense le reste du monde. Celui-ci ne voit que de l'hypocrisie et l'usage de deux poids, deux mesures dans ce que prétendent les porte-parole et les idéologues de l'impérialisme. Même si nous devons conclure que la plupart des habitants des pays impérialistes sont du côté de leurs gouvernements, ce qui n'est pas le cas, nous devons réaliser que 700 millions - la somme des populations des États-Unis de l'Union européenne et de l'Australie - ne constituent qu'à peine 10% comparé à 90% de la population du globe qui en refusant d'être ses objets sont devenus des sujets de l'histoire.

Une défaite impérialiste

Toute la fanfaronnade impérialiste concernant le soi-disant isolement de la Russie n'est que pour

couvrir la défaite des États-Unis et de ses alliés dans le Caucase. En administrant une frappe dévastatrice et stupéfiante à l'armée géorgienne, nourrie et entraînée par du personnel militaire des États-Unis et d'Israël, et fournie en armement par les É-U, la Russie a exposé de manière humiliante la limite du soutien des puissances impérialistes à leurs pions de la région, si empressés d'adhérer à l'OTAN pour les aider à encercler la Russie. L'aventure géorgienne est la continuation des efforts impérialistes pour redessiner les frontières internationales de l'ancienne URSS et de l'Europe de l'Est le lendemain de l'effondrement de l'URSS et de la chute du mur de Berlin. Depuis 1998 l'OTAN s'est élargi à deux reprises par l'incorporation des républiques ex-soviétiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Maintenant l'Ukraine et la Géorgie ont aussi exprimé leur vif intérêt d'en faire partie. La réunion interministérielle de l'OTAN à Bucarest en avril dernier, avait déclaré qu'ils pouvaient éventuellement faire partie de cette bande va-t-en-guerre. L'UE s'étendait vers l'Est alors que les É-U manigançaient des coups d'État, baptisés révolutions orange ou rose qui mirent en place des gouvernements viscéralement antirusse en Ukraine et en Géorgie. Ces développements en liaison avec l'occupation de l'Iraq et de l'Afghanistan, ainsi que les plans étasuniens de placer ses systèmes de missiles en Pologne et en République tchèque, sont des provocations insupportables et un danger fatal pour la Russie. Par conséquent, la Russie a finalement décidé de relever le gant et de livrer un coup mortel à ces provocations, stipulant par la voix de Medvedev que *«historiquement la Russie était et restera le garant de la sécurité des peuples du Caucase»*. C'était un avertissement à peine voilé en direction de l'OTAN, de ne pas mettre son museau dans le

Caucase. Pour renforcer sa position, la Russie est en train de cultiver des liens avec les régimes anti-États-Unis du Venezuela et de Cuba à l'Iran et à la Syrie; elle approfondit ses relations avec les pays de l'Asie Centrale et la Chine avec qui en juillet elle a signé un accord historique concernant leurs frontières.

Ce qui est en cause dans ce conflit pourrait être décrit simplement ainsi: Est-ce que la Géorgie restera un avant poste euro-atlantique ou alors un pays entretenant des bonnes et proches relations avec Moscou. Un gouvernement amical à Tbilissi serait l'équivalent d'un coup fatal aux ambitions de l'impérialisme de s'emparer des réserves de pétrole et de gaz de la région caspienne. Le lendemain de la défaite de l'armée géorgienne, les producteurs de pétrole caspien seront enclins à éviter les routes d'exportation par le Caucase; l'Azerbaïdjan sera mis sous pression pour canaliser sa production gazière par les voies russes plutôt que les oléoducs projetés de Nabucco à travers le Caucase et l'Europe, au centre de la stratégie de l'UE visant à contourner la Russie et l'Iran et réduire leur dépendance au gaz russe. Un gouvernement géorgien amical à Moscou donnera forcément l'image d'être une voie d'exportation russe, obligeant l'impérialisme à réévaluer ses relations aussi avec le régime iranien.

La rhétorique et l'impuissance impérialiste

Suite à la défaite ignominieuse de l'armée géorgienne, les pays impérialistes, sachant parfaitement qu'ils ne pouvaient pratiquement rien, ont accru leur rhétorique antirusse. Au sommet de Bruxelles le 19 août, l'OTAN déclara qu'il n'y aurait pas de *«on fonctionne comme d'habitude»* dans ses rapports avec la Russie.

Le 20 août Washington et Varsovie se sont empressés de signer un accord pour établir une base de missiles d'interception étasunienne sur le sol polonais. Le but prétexté derrière l'installation de ce système était de contrer des menaces non avérées de l'Iran et de la Corée du Nord, tout en visant à neutraliser les défenses Russes. La Russie avertit qu'elle pointerait ses missiles sur la Pologne et qu'elle développerait un système similaire au sien.

Entre temps, le 21 août, la Russie riposta en annonçant qu'elle arrêterait toute coopération avec l'OTAN jusqu'à nouvel ordre. Il est même possible que la Russie interdise le passage par son territoire des approvisionnements en direction des forces des États-Unis et de l'OTAN pour l'Afghanistan. En réponse à la montée de l'hystérie antirusse le président Medvedev déclara le 26 août que la Russie avait décidé de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie qui depuis la brève guerre civile au début des années 90, jouissaient *de facto* d'une existence indépendante. Le lendemain, David Miliband, secrétaire britannique aux Affaires étrangères, est allé en Ukraine mais n'a pas réussi à réunir une coalition anti-russe à cause des divergences à l'intérieur de l'UE et l'OTAN. Commentant les fanfaronnades et menaces d'une nouvelle guerre froide, le président russe déclara dans un entretien télévisé le 26 août que «...rien ne nous fait peur, ni même la perspective d'une guerre froide» ajoutant toutefois, «mais nous ne le souhaitons pas, cette situation dépend entièrement de la position de nos partenaires».

L'agression de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud, la réponse de la Russie, la victoire fulgurante russe et l'humiliante défaite de l'armée géorgienne, ont servi à montrer le désespoir et l'impuissance des

maîtres impérialistes de la Géorgie, particulièrement les États-Unis. Il n'y a rien que ces derniers puissent faire pour se confronter avec la Russie. Les raisons sont les suivantes:

Premièrement, les États-Unis et ses principaux alliés sont déjà embourbés dans des guerres qui ne peuvent être gagnées, en Iraq et en Afghanistan, qui saignent aussi bien leurs armées que leurs trésors publics.

Deuxièmement, compte tenu de leurs guerres prédatrices contre l'Iraq, l'Afghanistan et la Yougoslavie; qu'ils ont détruit et fragmenté la Yougoslavie, puis séparé par la force le Kosovo de la Serbie; qu'il ont tué plus d'un million d'Iraqiens et des dizaines de milliers d'Afghans et de Yougoslaves; leur occupation persistante de l'Iraq et de l'Afghanistan, avec des bombardements aléatoires et la destruction de ces pays par leurs armées d'agression, les principaux pays impérialistes ont perdu toute autorité morale pour donner des leçons aux Russes sur des questions de souveraineté, d'intégrité territoriale, de perte de vies et des droits de l'homme. Des gens ordinaires, même dans les centres de l'impérialisme, argumentent que comme les É-U, la Grande Bretagne et leurs alliés, y compris la Géorgie, ont attaqué l'Iraq sans justification, de quel droit se plaignent-ils de la réponse militaire de la Russie à l'agression géorgienne? Andrew Sullivan un blogueur étasunien conservateur de droite, qui jadis soutenait la guerre en Iraq, écrivait récemment «Peut-être devrions-nous nous plaindre quand il y aura autant de Géorgiens que d'Iraqiens de tués - et quand Poutine aura jeté des milliers de Géorgiens innocents dans des chambres à torture» (cité dans *Washington remains hobbled by Iraq*, par Clive Crook, *Financial Times* 18 août).

Troisièmement, ils ont besoin d'accéder au marché en expansion et à l'énergie russe. L'Europe dépend de la Russie pour 40% de son énergie et un quart de son approvisionnement en gaz, ce qui exclut toute idée de sanctions économiques. Elles affecteraient plus l'Europe que la Russie. Aussi, les finances de la Russie sont saines, elle perçoit un milliard de dollars par jour pour ses exportations de pétrole, de gaz naturel et de produits pétroliers. Elle a réussi à accumuler des devises étrangères de l'ordre de \$581 milliards (316 milliards), ce qui fait d'elle la troisième plus grande accumulation de réserves dans le monde, aussi son surplus commercial est énorme. Les menaces d'exclure la Russie des réunions du groupe G8 de pays industrialisés et de bloquer la candidature de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne lui sont d'aucun effet, car pour elle le premier devient au fur et à mesure de moins en moins pertinent et les bénéfices tirés du second sont douteux.

Quatrièmement, il y a des divisions profondes dans le camp impérialiste sur la question des sanctions. L'Allemagne, la France et l'Italie opposent toute action susceptible de provoquer une confrontation directe avec la Russie. C'est précisément pour cette raison que le communiqué émis à la fin du sommet des 27 nations à Bruxelles le 1er septembre n'a fait aucune allusion à des sanctions économiques contre la Russie. «La position allemande est», a dit la chancelière allemande, Angela Merkel, «que nous ne devons pas rompre le dialogue avec la Russie». Cela représente une défaite pour la position belliciste du Royaume-Uni, de la Pologne et des pays baltes. La seule orientation proposée par ce non-événement de sommet était de retarder les pourparlers sur un partenariat entre l'UE et la Russie, à

moins que Moscou retire ses forces de Géorgie sur des positions occupées avant le récent conflit. Cela est un geste symbolique puisque le nouvel accord prévoit le prolongement de l'ancien accord décennal pris en 1997, que les deux parties ont convenu de maintenir en force.

De surcroît, des pays tels que l'Allemagne ont des réserves sérieuses quant à l'admission de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Dans un commentaire fait lors de sa visite à Tbilissi, qui a très peu circulé (par solidarité avec le régime géorgien), Angela Merkel avait souligné qu'elle maintenait les réserves exprimées lors de la rencontre de l'OTAN à Bucarest en avril dernier concernant le commencement des pourparlers avec la Géorgie. «*La question que nous avons discutée [à Bucarest] était la date spécifique pour le commencement du plan d'action d'adhésion*» dit-elle. «*Il y avait désaccord. Je ne peux pas dire aujourd'hui quand ce processus pourra commencer. Je voudrais que ce soit clair que ce que nous avons dit à Bucarest est valable aussi aujourd'hui*». Cette position de la chancelière Merkel est soutenue entièrement par les principaux dirigeants des deux partis allemands - les Chrétiens démocrates et les Sociaux démocrates - ils sont tous d'accord que le récent conflit en Géorgie ne doit pas interférer dans les relations avec la Russie. Non seulement les deux partenaires de la coalition allemands sont d'accord que la position de la Russie «*est mieux abordée par la coopération et le dialogue, que par des tentatives d'isoler la Russie*», ils se sont aussi gardés d'accuser la Russie à propos du conflit en Géorgie - la grande irritation des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de leurs pions baltes et polonais. Les efforts des États-Unis de mobiliser d'autres membres de l'OTAN pour la

cause de la Géorgie ont eu très peu, sinon aucun succès.

Résistance aux intimidations impérialistes

Sans doute, une telle oppression nourrit la résistance, de même que l'intimidation impérialiste et la guerre donnent naissance à la montée des forces qui ont la volonté et la capacité de résister et de vaincre un tel comportement arrogant et ses guerres prédatrices. De surcroît, les diverses forces engagées dans la résistance active contre l'impérialisme, constituent objectivement un système de soutien réciproque. La résistance héroïque des peuples iraquien, afghan et palestinien ont tellement immobilisé et usé les diverses puissances impérialistes qu'elles sont impuissantes à faire quelque chose de significatif pour aider leur pion géorgien quand il est défié par la Russie. De même la pression russe dans le Caucase est certaine de fournir un répit aux forces qui résistent - l'impérialisme ailleurs - du Moyen-Orient à l'Amérique latine et ailleurs.

La Russie étant tout à fait consciente de la préoccupation de l'impérialisme étasunien et des autres puissances de l'OTAN en Iraq et en Afghanistan, et étant assurée d'un *casus belli* par le régime aventuriste géorgien agissant en supplétif de l'impérialisme étasunien, elle a riposté et d'une seule frappe atteint tous ses objectifs. Les États-Unis qui ont fourni à la Géorgie des formateurs militaires, des armements et soutenu son adhésion à l'OTAN, à la fin se sont avérés impuissants et paralysés face à la contre-attaque russe. Incapables de sauver la Géorgie, les lumières de l'administration Bush se sont retrouvées à se tordre les mains, hausser leurs épaules d'embarras, prétendant être moralement outragés par le comportement russe.

Pour leur part, les Russes ont mis un terme au conflit en Ossétie

du Sud et en Abkhazie en les séparant pour toujours de la Géorgie; ils ont convaincu les puissances européennes que l'admission de la Géorgie à l'OTAN n'est pas une idée très intelligente, sauf si les Européens voulaient partir en guerre contre la Russie à propos de la Géorgie; ils ont rétabli leur position comme puissance principale dans le Caucase et averti l'OTAN de ses limites; ils ont montré les États-Unis comme incapables de sauver leurs régimes pions dans la région; et dans une mesure significative ils sont sortis de cette atmosphère d'encerclement en dépit de l'impétueuse expansion de l'OTAN vers l'Est et se sont assurés que la Géorgie et l'Ukraine ne se joindront jamais à cette bande de néonazis.

Retour de l'Histoire

Maintenant quel est le résultat du conflit géorgien? La réponse est: Juste l'inverse de ce qu'attendaient ceux qui l'avait commencé, à savoir la Géorgie et son principal soutien - l'impérialisme étasunien. Mais la signification de ce conflit est beaucoup plus grande que cela, et elle s'étend au-delà des trois confins de la Géorgie et du Caucase. En écrivant dans le *Financial Times* du 21 août 2008, Kishore Mahbubani, doyen l'école de politique publique Lee Kuan Yew, Université nationale de Singapour, a fait une observation pénétrante à ce sujet; «*Parfois de petits événements peuvent augurer de grands changements*». Le fiasco géorgien pourrait bien être un de ces événements. Il marque un retour encore plus grand, un retour de l'Histoire.

La période d'après la guerre froide avait commencé avec une note de triomphalisme des occidentaux, symbolisé par le livre de Francis Fukuyama *La fin de l'Histoire*. Le titre était audacieux et il a captivé l'imagination occidentale. L'Histoire s'était terminée avec le triomphe de

la civilisation occidentale. Le reste du monde n'avait pas d'autre choix que de capituler devant l'avancée de l'occident. «*En Géorgie, la Russie a déclaré haut et fort qu'elle ne capitulera plus devant l'occident. Après deux décennies d'humiliation la Russie a décidé de se redresser. Ce ne sera pas long avant que d'autres forces fassent de même. Le pouvoir irrésistible de l'occident a fait qu'il s'est introduit dans les sphères géopolitiques d'autres pays qui n'étaient pas tout à fait veillais. Ce n'est plus le cas, particulièrement en Asie*»

(L'occident est stratégiquement en erreur sur la Géorgie').

C'est bien cela, la mésaventure géorgienne et la riposte écrasante de la Russie constituent en quelque sorte un concours supplémentaire à la résistance qui persiste sans répit en Iraq, en Afghanistan, en Palestine, au Liban et dans beaucoup d'autres pays.

Un grand et puissant pays tel que la Russie, le seul pays à posséder un arsenal capable d'annihiler les États-Unis, qui commence à défier l'hégémonie étasunienne, est une

source de grande puissance pour les forces qui résistent à l'impérialisme partout; elle détruit à jamais les rêves réactionnaires impérialistes de la fin de l'Histoire. L'impérialisme, loin d'être la destination finale, est seulement transitoire dans l'avancée de l'humanité vers un système social supérieur – le socialisme et le communisme.

Lalkar online.html

[Traduction Alexandre MOUMBARIS]

Fidel Castro et les FARC : Huit thèses erronées de Fidel Castro

AUTEUR: James PETRAS

Traduit par Fausto Giudice

Je suis un supporter de la Révolution cubaine depuis exactement cinquante ans et je reconnais Fidel Castro comme l'un des grands dirigeants révolutionnaires de notre temps. Mais je n'ai jamais été un béni oui-oui: à plusieurs reprises, j'ai exprimé mes désaccords par écrit, en public et dans mes discussions avec les dirigeants, les écrivains et les militants cubains. Les articles et les commentaires de Fidel Castro sur les récents événements survenus en Colombie, à savoir son analyse sur la libération par le régime colombien de plusieurs prisonniers des FARC (dont trois agents de la CIA et Ingrid Betancourt) et ses commentaires critiques sur la politique, la structure, les pratiques, la tactique et la stratégie des FARC et de leur dirigeant de renommée mondiale Manuel Marulanda, méritent un examen sérieux.

Les remarques de Castro exigent une analyse et doivent être réfutées, non seulement parce que ses opinions sont largement lues et influencent des millions de militants et d'admirateurs dans le monde, en particulier à Cuba et en Amérique latine, mais parce qu'il se propose de

fournir une base "morale" à l'opposition contre l'impérialisme aujourd'hui. Tout aussi important est le fait que la regrettable diatribe critique de Castro contre les FARC, contre Marulanda et contre l'ensemble du mouvement de guérilla constitué principalement de paysans, a été bien accueillie, publiée et diffusée par l'ensemble médias pro-impérialistes sur les cinq continents. Fidel Castro, sans rencontrer beaucoup d'opposition, a rejoint sans esprit critique le chœur condamnant les FARC et, comme je le vais le démontrer, sans raison ni logique.

Huit thèses erronées de Fidel Castro

1 - Castro affirme que la "libération" des prisonniers politiques des FARC «ouvre un chapitre pour la paix en Colombie, processus que Cuba soutient depuis 20 ans comme le plus approprié pour l'unité et la libération des peuples de notre Amérique, en utilisant de nouvelles approches dans les circonstances actuelles particulières et complexes après l'effondrement de l'URSS» (Réflexions du camarade Fidel, *La historia real y el desafío de los periodistas cubanos*, 5 Juillet 2008). Ce qui est étonnant dans cette thèse

(et dans tout le texte) est le fait que Castro ait totalement omis de faire état de la terreur de masse déclenchée par Uribe, le président de la Colombie, contre les syndicalistes, les critiques politiques, les communautés paysannes, qui est documentée par tous les groupes de défenses des droits de la personne en Colombie et ailleurs. En fait, Castro disculpe le régime d'Uribe, le plus meurtrier des régimes, et fait porter toute la faute à «l'impérialisme US». Depuis "l'effondrement de l'Union soviétique" et suite à l'offensive militaire dirigée par les USA, une multitude de mouvements révolutionnaires armés ont vu le jour au Liban, en Palestine, en Iraq, en Afghanistan, au Népal et d'autres groupes armés qui existaient déjà en Colombie et aux Philippines, ont continué à mener la lutte armée. En Amérique latine, les "nouvelles approches" de la révolution ont été tout sauf pacifiques : des soulèvements populaires massifs ont renversé des hommes politiques électoralistes corrompus en Argentine, en Bolivie, en Équateur, au Venezuela, au prix de plusieurs centaines de vies. La "libération" de Betancourt a renforcé la poigne de fer du régime Uribe, a augmenté la militarisation des zones

rurales et a donné une couverture aux assassinats de syndicalistes et de paysans actuellement perpétrés par les escadrons de la mort. Contrairement à ce que dit Fidel Castro, les USA et le président de la Colombie lié aux escadrons de la mort ont utilisé leurs "succès" pour étayer leurs arguments en faveur d'une action militaire conjointe des USA et de la Colombie. Les éloges de Fidel envers le régime colombien pour son action permettant une "ouverture vers la paix" servent à détourner l'attention de la décision de la Cour suprême colombienne selon laquelle la réélection de Uribe était illégale parce que le tyran a corrompu des membres du Congrès afin de modifier la Constitution dans le but de l'autoriser à briguer et obtenir un second mandat.



Marulanda, alias "Tirofijo" (assis) en 1964 : 5 ans d'école primaire, 60 ans de résistance

2 - Fidel Castro a récemment dénigré le défunt dirigeant des FARC, Manuel Marulanda, "paysan, militant communiste, principal dirigeant de la guérilla "(Réflexions). Dans son texte du 5 juillet 2008 (Réflexions du camarade Fidel, *La paix romaine**), Castro se réfère avec condescendance à Marulanda, « (...) doté d'une intelligence et de qualités naturelles de leader remarquables, [mais qui], d'autre part, n'a jamais eu la possibilité de faire des études dans son adolescence. On dit qu'il

n'a fait que cinq ans d'école. Il a conçu (la révolution) comme une lutte longue et prolongée, point de vue que je n'ai jamais partagé.» Castro était le fils d'un propriétaire de plantation, il a reçu une éducation dans des collèges privés jésuites et a eu une formation d'avocat. En fait ses propos impliquent que l'enseignement supérieur et un statut supérieur préparent les leaders révolutionnaires à diriger des paysans manquant d'éducation formelle mais que les «qualités naturelles de leader» suffisent juste à permettre de suivre les intellectuels et les professionnels mieux adaptés à diriger la révolution. Or l'épreuve de l'histoire réfute les allégations de Castro. Marulanda a construit, pendant une période de plus de 40 ans, une armée de guérilla avec une base de masse

plus large que toute force de guérilla inspirée par Castro depuis les années 1960 jusqu'aux années 2000. Castro a répandu la théorie des «foyers de guérilla» entre 1963 et 1980, selon laquelle de petits groupes d'intellectuels organiseraient un noyau armé à la campagne, mèneraient la lutte et attireraient ainsi l'appui des masses paysannes.

Chaque foyer de guérilla castroïste a été rapidement anéanti - au Pérou, au Venezuela, au Brésil, en Uruguay (foyers urbains), en Bolivie et en Argentine. Contrairement à cela, Marulanda a choisi la stratégie de la guerre de guérilla prolongée, fondée sur une organisation des masses à la base impliquant des liens étroits des paysans avec la guérilla, en se fondant sur les liens de solidarité communautaires, familiaux et de classe, en construisant lentement et méthodiquement une armée politico-militaire populaire et

nationale. En fait, un réexamen profond de la révolution cubaine montre que les guérilleros de Castro étaient recrutés dans les organisations de masse des zones urbaines, qui étaient méthodiquement organisées avant et pendant la formation des foyers de guérilla de 1956 à 1958. Bien que des données fiables existent sur les FARC, Castro a sous-estimé de moitié le nombre de guérilleros des FARC, se fiant à la propagande des médias uribistes.

3 - Castro condamne la « cruauté » de la tactique des FARC consistant à « capturer et retenir des otages dans la jungle ». Selon cette logique, Castro devrait condamner chaque mouvement révolutionnaire du XXème siècle, à commencer par les révolutions russe, chinoise et vietnamienne. Les révolutions sont cruelles mais Castro oublie que les contre-révolutions sont encore plus cruelles. Uribe a établi des réseaux locaux d'espionnage impliquant des fonctionnaires locaux, comme cela avait été fait au Vietnam durant la guerre. Et les révolutionnaires vietnamiens éliminaient les collaborateurs parce qu'ils étaient responsables de l'exécution de dizaines de milliers de militants villageois. Castro omet de commenter le fait que Mme Betancourt, après sa "libération" tant célébrée, a embrassé et remercié le général Mario Montoya. Selon un document déclassifié de l'ambassade US, Montoya a organisé une unité terroriste clandestine, l'Alliance américaine anticomuniste, qui a assassiné des milliers de dissidents colombiens, pour la plupart atrocement torturés au préalable. La cruauté de la captivité chez les FARC n'est pas apparue lors de l'examen médical de Betancourt : elle était en bonne santé !

4 - Fidel proclame : "Cuba est pour la paix en Colombie, mais pas pour une intervention militaire US".

C'est l'oligarchie colombienne et le régime Uribe qui a invité les USA à intervenir militairement et a collaboré avec eux. Castro sous-entend que l'intervention militaire US est imposée de l'extérieur, au lieu de la voir dans le cadre de la lutte des classes en Colombie, dans laquelle les gouvernants, les propriétaires terriens et les narco-trafiquants jouent un rôle prépondérant dans le financement et l'entraînement des escadrons de la mort. Dans les 6 premiers mois de 2008, 24 dirigeants syndicaux ont été assassinés par le régime Uribe, plus de 2562 ont été tués au cours des vingt dernières années, dans ce que Castro décrit comme les « nouveaux chemins de circonstances complexes et particulières. » Fidel ignore totalement la suite ininterrompue de meurtres par les escadrons de la mort de militants non armés des mouvements sociaux, et le manque de solidarité de Cuba avec tous les mouvements colombiens depuis que La Havane a développé des liens diplomatiques et commerciaux avec le régime Uribe. Est-ce que l'équilibrisme entre les intérêts d'État cubains dans les liens diplomatiques et économiques avec la Colombie et la revendication de lettres de créance révolutionnaires fait partie des « complexités » de la politique étrangère cubaine ?

5 - Castro appelle à la libération immédiate de tous les prisonniers détenus par les FARC, sans prendre aucunement en considération les 500 guérilleros torturés et déshumanisés dans les horribles « prisons spéciales » de haute sécurité d'Uribe et Bush. Castro se vante que Cuba avait libéré les prisonniers faits pendant la lutte contre Batista et appelle les FARC à suivre l'exemple cubain, plutôt que celui, révolutionnaire, des Vietnamiens et des Chinois. La tentative de Castro d'imposer universellement à la Colombie sa tactique,

fondée sur l'expérience cubaine, dénote l'absence du moindre effort pour comprendre, ou au moins analyser, les spécificités de la Colombie, de son armée, le contexte politique de la lutte des classes, le contexte social et politique des négociations humanitaires qui s'y déroulent.

6- Castro déclare que les FARC devraient mettre fin à la guérilla mais ne pas rendre leurs armes, car dans le passé les guérilleros qui avaient été désarmés avaient été massacrés par le régime. Au lieu de cela, il suggère qu'ils devraient accepter l'offre française d'abandonner leur pays ou accepter la proposition de Chavez (le « frère » et « ami » d'Uribe) de négocier et d'assurer la mise en place d'une commission faite de notables latino-américains qui superviseraient leur intégration dans la politique colombienne. Que devraient faire des guérilleros « armés » quand des soldats et des escadrons de la mort d'Uribe ravagent par milliers les zones rurales ? Se réfugier dans les montagnes et faire la chasse aux sangliers ? Aller en France signifierait abandonner des millions de paysans affamés et vulnérables qui sont leurs partisans, cela voudrait dire abandonner la lutte de classe.

7 - Fidel Castro omet totalement dans sa discussion la manière dont chacun des leaders politiques impliqués dans la « mission humanitaire » a utilisé la célébration de la « libération » de Betancourt pour couvrir et détourner l'attention de ses propres difficultés politiques sérieuses. Avant tout, la réélection d'Uribe a été jugée illégale par la Cour suprême colombienne car il a été accusé et condamné pour avoir corrompu des membres du Congrès afin qu'ils votent l'amendement à la Constitution lui permettant de se présenter pour un second mandat. La présidence d'Uribe est illégale de

facto. La remise en liberté de Betancourt et ses accolades délirantes avec Uribe sabotent le verdict judiciaire et éliminent l'ordonnance de la Cour en faveur d'un nouveau vote du Congrès ou d'une nouvelle élection présidentielle. La popularité de Sarkozy était en chute libre en France, son intervention dans les négociations avec les FARC, qui avait fait l'objet d'une énorme publicité, avait été une faillite totale, sa politique militariste au Moyen-Orient et sa politique anti-immigrés virulente lui avait aliéné d'importants secteurs de l'opinion française (tout comme l'augmentation du coût de la vie et la stagnation économique). La remise en liberté de Betancourt, ses effusions et ses éloges de Sarkozy ont ravivé l'image ternie de celui-ci et lui ont donné un répit provisoire face au mécontentement politique et économique bouillonnant devant sa politique intérieure et étrangère. Chavez a utilisé la remise en liberté de Betancourt pour embrasser son « ennemi » Uribe, et pour prendre encore plus de distances avec les FARC, en particulier et les mouvements populaires colombiens en général, ainsi que pour lancer des ponts vers celui qui succèdera à Bush. Chavez a ainsi retrouvé les bonnes grâces de l'ensemble des médias pro-impérialistes et a eu droit à des commentaires favorables du candidat de droite à la présidentielle US, John McCain, qui a dit « espérer que les FARC suivent la demande de Chavez qu'elles désarment ». Cuba, ou du moins Fidel Castro, a utilisé la 'libération' de Betancourt pour exposer son hostilité aux FARC, qui ne date pas d'hier (elle remonte au moins à 1990), car celles-ci sont un obstacle à sa politique de réconciliation avec le régime colombien.

8 - Adoptant une posture huma-

nitaire et quasi-électorale en célébrant la remise en liberté de Betancourt, Castro a vilipendé les FARC pour leur « cruauté » et leur résistance armée au régime Uribe. Castro a attaqué la « structure autoritaire et la direction dogmatique » des FARC, oubliant que celles-ci avaient accepté d'entrer dans le jeu électoral entre 1984 et 1990 (ce qui coûta la vie à 5000 militants désarmés et candidats politiques) et avaient mené un débat libre et ouvert avec tous les secteurs de la société colombienne sur une alternative politique, dans la zone démilitarisée de 1999 à 2002. En revanche, Castro n'a jamais permis de débat et d'élections libres et ouverts, même entre candidats com-

munistes, dans aucun processus législatif – du moins jusqu'à son remplacement par Raúl Castro.

Les leaders politiques susmentionnés n'ont fait que servir leurs propres intérêts politiques en dénigrant les FARC et en célébrant Betancourt aux dépens du peuple colombien.

Conclusion

Castro a-t-il bien réfléchi aux conséquences désastreuses (de ses propos, N.d.T.) pour des millions de Colombiens réduits à la pauvreté ou bien n'a-t-il en tête que la possibilité d'une amélioration des relations entre Cuba et la Colombie, une fois liquidées les FARC ? Les articles de

Castro contre les FARC ont eu pour effet de fournir des munitions aux mass médias impériaux afin de discrediter les FARC et toute résistance armée à la tyrannie et d'améliorer l'image du président des escadrons de la mort Uribe. En dénigrant l'histoire révolutionnaire et la pratique d'un mouvement populaire en cours et de son brillant dirigeant, qui a construit ce mouvement, le premier leader révolutionnaire du monde prive les mouvements à venir d'un riche héritage de résistance et de construction réussie. L'histoire ne l'absoudra pas.

* Traduction assortie d'un commentaire de J.F. Bonaldi



<http://www.communisme-bolchevisme.net/>

Crise et restructuration de la finance internationale

Les faits

Face à la chute des prix de l'immobilier et au surendettement croissant des ménages américains, les deux géants du refinancement du crédit hypothécaire, la Federal National Mortgage Association (créée en 1938) et la Federal Home Loan Mortgage Corporation (créée en 1970) qui garantissaient près de la moitié des 12 000 milliards de dollars du marché des hypothèques ont affiché au cours de ces derniers mois des pertes de plusieurs milliards de dollars. Par conséquent, leur valeur de cotation en bourse a fondu comme neige au soleil, malgré leur sauvetage par l'État américain qui a mis la main à la poche... du contribuable à hauteur de 200 milliards de dollars. Le 8 septembre 2008, leur

valeur en bourse s'était effondrée respectivement de près de 85 et 72 %...

Le 15 septembre 2008, Wall Street a connu sa plus forte baisse quotidienne depuis le 11 septembre 2001 suite à la déclaration en faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers. Fondée en 1850, cette banque avait survécu à la crise de 1929, mais n'est pas parvenue après août 2007 à solder ses actifs 'à risque', ni à trouver de repreneur. Son résultat net, positif à hauteur de 4 milliards de dollars en 2006 et 2007 est devenu négatif à hauteur de 4 milliards de dollars au troisième trimestre 2008. Par conséquent, sa cotation en bourse est passée de près de 86 dollars en février 2007 à moins de 4 dollars le 12 septembre

2008. A la fin mai 2008, Lehman Brothers possédait 639 milliards d'actifs, contre 613 milliards de dettes et n'avait que 30 milliards de dollars de capital. Ainsi, une perte de moins de 5 % du volume de ces actifs condamnait cet établissement à la faillite... Sur les marchés internationaux, de Tokyo à Zurich en passant par Londres, les banques créancières de la Lehman Brothers ont toutes subi de plein fouet sa faillite : AXA a ainsi chiffré ses pertes à 300 millions d'euros et les banques chinoises à 517 millions d'euros.

Le même jour, au bord de la faillite, la banque d'affaires Merrill Lynch était rachetée pour 50 milliards de dollars par la Bank of America. Merrill Lynch, créée en 1914, gérait environ 1 800 milliards

de dollars d'actifs et affichait un chiffre d'affaires de 48 milliards de dollars en 2005. En septembre 2008, cette banque affichait des pertes supérieures à 2 milliards de dollars.

Le 19 août 2008, la banque d'affaires Goldman Sachs avait revu à la baisse les prévisions de résultats 2008 des ténors de la finance américaine : Lehman Brothers, Citigroup, Merrill Lynch, Morgan Stanley et JPMorgan.

Du 15 au 16 septembre, la Banque Centrale Européenne (BCE) a injecté 100 milliards d'euros. Alors qu'on annonçait à la bourse de Londres le rachat en urgence de Halifax-Bank of Scotland (HBOS, premier établissement britannique de crédit immobilier) par Lloyds TSB, la Banque d'Angleterre injectait 31 milliards d'euros. Au 17 septembre, la Banque du Japon avait injecté plus de 36 milliards d'euros. Le 15 septembre, la Réserve fédérale américaine (FED) a injecté 47 milliards d'euros et mettait à disposition des marchés 34 milliards d'euros supplémentaires le jour suivant. Le 18 septembre, la FED injectait à nouveau 71 milliards d'euros, un record depuis septembre 2001.

Tandis que le ministre allemand des Finances déclarait devant le Parlement que « cette crise financière est la pire depuis des décennies », le directeur du FMI s'inquiétait de ce que « le pire de la crise financière » était peut-être à venir, d'autres géants de la finance pouvant bientôt se retrouver dans la situation de Lehman Brothers... (Reuters, 17/09/2008). Si pour Joseph Stiglitz, laquais keynésien de l'ordre bourgeois international, la crise financière actuelle « devrait » être moins grave que celle de 1929 étant donné que « nous disposons aujourd'hui d'outils en matière de politique fiscale et monétaire pour éviter une autre Grande dépression » (l'ancien

'prix Nobel d'économie' a cependant modéré son optimisme par un « on peut bien sûr se tromper »...), Alan Greenspan, l'ancien président de la FED s'est montré nettement moins optimiste. Selon lui, la crise actuelle « est la plus grave depuis 50 ans et probablement depuis un siècle » (AFP, 15/09/2008), appréciation reprise par N. Sarkozy à New York le 23 septembre.

Dans ce contexte, alors que la récession s'approfondit et que l'investissement ne cesse de reculer, la demande en pétrole décroît et les cours du brut s'effondrent, au grand dam de ceux qui spéculaient sur la hausse de la demande : le prix du baril est passé de plus de 139 dollars en juin à 90 dollars en septembre. Les dirigeants russes, si euphoriques il y a encore quelques mois, sont aujourd'hui moins confiants dans l'avenir : le 16 septembre, ils ont injecté 10 milliards d'euros dans leur système bancaire... Le lendemain, devant l'inutilité de cette mesure, l'Agence fédérale de régulation des marchés décidait la suspension pure et simple des échanges boursiers jusqu'au lendemain, après avoir promis l'injection de 13 milliards d'euros supplémentaires !

A qui le tour ?

« La restructuration à marche forcée entreprise par le secteur financier américain semble être la plus importante depuis la grande Dépression des années 1930. » (Reuters, 18/09/2008)

Selon Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI, les perspectives continuent de s'assombrir pour le futur proche du secteur financier américain : après la faillite de la Bear Stearns en mars 2008, la faillite de Lehman Brothers et la quasi faillite de la Federal National Mortgage Association et de la Federal Home Loan Mortgage Cor-

poration en septembre, d'autres grands établissements financiers sont actuellement en mauvaise posture.

Le 15 septembre, AIG (ex-première capitalisation boursière mondiale du secteur de l'assurance) s'effondrait de plus de 43 %. Ayant demandé une aide d'urgence à la FED, celle-ci lui a accordé dès le lendemain un prêt pouvant aller jusqu'à 85 milliards de dollars. Depuis le début de l'année 2008, AIG a perdu plus de 90 % de sa valeur en bourse.

La Washington Mutual (créée en 1889), première société américaine de crédit immobilier, a vu ses actifs passer de 328 à 310 milliards de dollars de décembre 2007 à juin 2008. Depuis décembre 2006, ses actifs ont baissé de près de 11 %. Cette société est désormais au bord de la faillite et a annoncé le 17 septembre qu'elle cherchait un repreneur... En bref, se profile dans un futur proche soit une faillite du type de Lehman Brothers, soit un rachat à prix bradé du type de Meryl Lynch moyennant une participation financière de l'État...

Parmi les futures victimes de la crise, on trouve également la banque d'investissement Morgan Stanley, disposant de 779 milliards de dollars d'actifs dans plusieurs dizaines de pays (ainsi, cette banque est copropriétaire du club de football Paris Saint-Germain depuis août 2006). Créée en 1935, Morgan Stanley a vu son bénéfice net reculer de 42 % au premier trimestre 2008 par rapport au premier trimestre de l'année précédente. De 2007 au troisième trimestre 2008, le bénéfice par action est passé de 2,17 à 1,43 dollars. Le 22 septembre 2008, Mitsubishi UFJ Financial Group (première banque japonaise disposant de 1 700 milliards de dollars d'actifs) a annoncé qu'il voulait entrer à hauteur

de 20 % dans le capital de Morgan Stanley qui a vu son cours en bourse chuter de plus de 50 % depuis le début du mois de septembre 2008.

Ainsi, la situation financière de la banque d'affaires Citigroup s'est grandement dégradée. Citigroup est née en 1998 de la fusion de Citicorp et de Travelers Group, groupes issus de banques créés à partir de 1812. Cette fusion a alors fait du groupe le premier groupe de services financiers au monde. Ce groupe n'opère pas seulement dans des secteurs d'activité tels le crédit et les assurances : il opère également dans le courtage à l'échelle internationale. De 2002 à 2005, le résultat net du Citigroup est passé de 15 à 24 milliards de dollars, puis a baissé. Malgré un chiffre d'affaires en hausse son résultat n'était plus que de 21 milliards de dollars en 2006 et de moins de 4 milliards de dollars en 2007. Selon l'estimation fournie par Goldman Sachs en août 2008, Citi-

group enregistrera des pertes de 1,3 dollars par action en 2008. L'action de la banque d'affaires Goldman Sachs elle-même a perdu plus des trois quarts de sa valeur depuis août 2007, son bénéfice net ayant fondu de 70 % en 2008.

Au 22 septembre 2008, il ne subsiste donc plus qu'une seule grande banque d'investissement aux USA : Goldman Sachs (disposant de 1 119 milliards de dollars d'actifs en 2007), Morgan Stanley étant en sur-sis.

Même la banque d'affaires JPMorgan Chase & Co. (troisième banque des USA), qui gère 1 200 milliards de dollars d'actifs dans une soixantaine de pays et possède très peu de créances liées au crédit hypothécaire (perte de seulement 1,3 milliards de dollars liée aux subprimes), n'affiche pas une santé parfaite. Déjà, le bénéfice net de l'année 2007 avait marqué un recul de 34 % par rapport à 2006. Si elle enregistrerait

encore un bénéfice net de deux milliards de dollars au deuxième trimestre 2008, cela représentait tout de même une baisse de plus de 50 % sur un an... Et le rachat à prix cassé de la Bear Stearns n'est pas la seule cause de cette baisse : le produit net bancaire a reculé de 3 % par rapport au trimestre précédent... Les analystes bourgeois reconnaissent eux-mêmes que les subprimes n'expliquent pas tout :

« Dans les détails des comptes du 4ème trimestre 2007, JP Morgan évoque des résultats de banque d'investissement en déclin significatif. (...) La banque fait également état d'une « plus faible performance de trading ». (www.boursier.com)

La crise des subprimes est donc bien l'arbre qui cache la forêt et ne constitue en aucun cas la raison profonde des faillites en série auxquels on a assisté.

Portée et signification de la crise financière internationale

Selon le directeur général du FMI, les causes de la crise financière sont connues : il s'agirait de la 'crise des subprimes'. Si l'on en reste aux apparences, on peut bien faire passer cette affirmation pour la réalité. Cependant, la crise du crédit hypothécaire elle-même n'a pu naître qu'en raison de l'endettement croissant de nombreux ménages américains qui résulte lui-même de la pression exercée par la Capital sur le niveau des salaires.

Mais l'essentiel, c'est que cette crise des subprimes n'a conduit à des faillites bancaires en série que parce que le taux de profit moyen n'a cessé de baisser, rendant les établissements bancaires extrêmement fragiles. Les pertes induites par le crédit hypothécaire auraient elles été

fatales à Lehman Brothers si elle avait enregistré des gains suffisants dans d'autres secteurs d'activité ? Lehman Brothers était en effet un acteur majeur du marché des emprunts d'État américains, dont la baisse des rendements a sans aucun doute joué un rôle important dans la faillite de la banque. La vérité est qu'au cours de ces deux dernières années, le rendement des bons du Trésor américain (à court comme à long terme) n'a pas cessé de baisser, chose somme toute naturelle dans le cadre de la récession économique aux USA. Ainsi, de février 2007 à août 2008, le rendement annuel du bon du Trésor à trois mois est passé de 5,03 à 1,72 %. Le 18 septembre, son rendement n'était plus que de 0,23 % ! (www.federalreserve.gov)

La récession actuelle des vieux pays impérialistes a déjà de lourdes conséquences : après leur déclin industriel, leur déclin financier devient inexorable, l'impérialisme chinois partant à la conquête des marchés financiers : alors que les investissements stagnent, l'arrivée de nouveaux concurrents ne peut qu'aggraver la concurrence sur les marchés financiers, provoquant la faillite des banques les plus fragiles. A la liquidation croissante de nombreuses industries dans les pays impérialiste succède donc la liquidation de nombreuses banques de ces mêmes pays du fait de la chute du taux de profit provoqué par la modification du rapport de forces inter-impérialiste... Ainsi, à la mi-septembre, on estime que le secteur

financier avait déjà supprimé 100 000 emplois et que 50 000 autres pourraient suivre rapidement. (*Reuters*, 15/09/2008) Il n'y a bien sûr aucune raison que ce mouvement ne s'étende pas à tous les pays qui sont dans une situation économique semblable et où frappe la récession...

Le dilemme auquel se disent aujourd'hui confrontés les économistes bourgeois de la FED et des institutions bourgeoises internationales est le suivant : « baisser les taux directeurs des banques et favoriser l'inflation » ou « les relever et enfoncer l'économie » ? Et de conclure qu'en définitive, la seule chose qu'ils puissent faire sans dommages, « c'est de racheter les mauvaises dettes des banques ». (*AFP*, 20/09/2008) Cependant, ces 'solutions' restent prisonnières du cadre de la société bourgeoise et ne remédient en aucune sorte à la cause structurelle de toutes les crises : la contradiction fondamentale entre le Travail et le Capital.

Pourquoi donc, même en portant secours aux banques au bord de la faillite, la bourgeoisie ne peut-elle pas éviter la faillite de son système tout entier ?

Eh bien tout simplement parce qu'en renflouant à coup de centaines de milliards les grands établissements financiers en faillite, la bourgeoisie ne fait que déplacer le problème. Croyant le régler, elle creuse en fait un trou béant dans le budget des États bourgeois. Il faudra donc aux travailleurs se serrer encore davantage la ceinture, car ces fonds ne seront plus disponibles pour assurer le secours social (assurance maladie, éducation, retraites), forçant ceux qui ne peuvent pas payer à se passer de ces services, et ceux qui le peuvent encore à réduire leur dépenses

dans d'autres secteurs (notamment celui des biens de consommation courante), avec les conséquences que l'on connaît sur le tissu économique...

En outre, le budget des États bourgeois n'est pas extensible à l'infini, et en finançant le déficit des banques, l'État bourgeois aggrave le sien. Aux USA, les laquais du Capital croient avoir trouvé la solution : financer ce déficit au moyen des bons du Trésor. Mais la production sociale n'augmentant pas, le rendement des titres émis décroît nécessairement en proportion inverse de leur nombre, à la manière de la valeur de l'argent quand on fait tourner la planche à billet pour créer de la richesse...

L'émission de bons du Trésor a donc des limites qu'il serait dangereux de dépasser (à moins de vouloir imiter la malheureuse expérience proudhonienne du crédit gratuit !), forçant les gouvernements bourgeois à ne 'sauver' de la faillite qu'un nombre restreint d'établissements. Ainsi, on comprend que l'État bourgeois américain soit « en train de dire 'ça suffit' après avoir sauvé plusieurs établissements ». (M.-P. Pilon de Groupama Asset Management, *Reuters*, 15/09/2008)

Impuissants face à la crise, les politiciens et les économistes bourgeois n'ont d'autre chose à afficher que leurs espoirs, leurs vieux pieux et leur volontarisme, afin de duper les travailleurs en leur faisant croire que la bonne volonté ou la 'main invisible' du marché suffiront à faire revenir des jours meilleurs. C'est dans ces circonstances de crise que le rôle de figuration des hommes de paille du Capital apparaît de manière particulièrement évidente : alors que selon un sondage Ifop les consé-

quences de la crise financière internationale actuelle inquiètent plus de 80 % des français, « Nicolas Sarkozy paraît fort dépourvu et ne semble guère avoir que son volontarisme à afficher ». (*Reuters*, 21/09/2008)

La crise actuelle provient avant tout de la baisse du taux de profit des banques : devant le recul de l'investissement dans les métropoles des vieux pays impérialistes, ainsi que la concurrence des capitaux chinois sur les marchés financiers internationaux, les résultats des banques des vieux pays impérialistes souffrent. Les banques les plus faibles sont incapables de trouver des placements à leurs capitaux suffisants pour assurer leur rentabilité. Leurs capitaux, tout comme les promesses de profit futur restent donc fictifs du fait qu'ils ne trouvent à s'employer, alors même que les victimes de la récession économique se font de plus en plus nombreuses. Les banques qui survivent actuellement sont celles dont les placements sont les plus diversifiés, comme la prestigieuse Goldman Sachs (qui possède d'importants actifs en Chine).

Ce mouvement, en ruinant les établissements financiers les plus faibles, ne fait qu'aboutir à un niveau de concentration supérieur. Pourtant, quand bien même il ne subsisterait plus qu'une seule banque d'investissement aux USA, celle-ci ne serait pas durablement protégée de la faillite. En effet, la persistance de la récession dans le cadre national et de la concurrence des capitaux chinois sur les marchés financiers internationaux continuerait de faire peser sur elle une menace redoutable.

L'essor des banques chinoises et l'avenir qui se prépare

A la fin du mois de septembre 2007, les réserves de change de Pékin ont dépassé 1 430 milliards de dollars (elles dépassent aujourd'hui 1 700 milliards de dollars). Face à cette masse de capitaux que la bourgeoisie chinoise est incapable d'investir en Chine, l'impérialisme chinois a créé en octobre 2007 un puissant fond d'investissements, la China Investment Corporation (CIC), doté d'un capital de départ de 200 milliards de dollars. Le 19 décembre 2007, la CIC a pris possession de 9,9 % de Morgan Stanley. La CIC aurait actuellement pour ambition de se porter acquéreur de Morgan Stanley à hauteur de 49 %, à condition que l'impérialisme américain donne son accord « car même l'acquisition d'une participation inférieure à 10 %, ferait l'objet d'une enquête du gouvernement américain comme tout investissement étranger » (Xinhua).

Alors que la plus grande partie des banques ont connu un premier semestre 2008 difficile, la banque chinoise ICBM, elle, a annoncé pour la même période un bénéfique record de plus de 6 milliards de dollars, en hausse de près de 57 % ! ICBM possède aujourd'hui plus de 1 350 milliards de dollars d'actifs et sa valorisation boursière est passée de 129 à 235 milliards de dollars d'octobre 2006 à août 2008. Il y a deux ans, elle n'était que le 7ème établissement bancaire mondial par capitalisation boursière. Elle est aujourd'hui le premier.

La crise financière actuelle nous est présentée comme 'internationale'. Elle l'est d'une certaine façon, puisque dans les métropoles des vieux pays impérialistes, comme dans les pays ateliers semi-coloniaux,

la crise financière actuelle met à mal les places boursières. La ruine croissante des établissements financiers aux mains des vieux pays impérialistes n'est cependant pas ressentie avec la même acuité par tous les pays du système mondial de l'impérialisme. L'économie des pays dépendants ne peut que souffrir encore davantage de la réduction de la demande provoquée par la récession croissante de l'économie des vieux pays impérialistes, cette réduction ne pouvant qu'aggraver la concurrence des marchandises chinoises. La bourgeoisie impérialiste chinoise, elle, ne souffre pas directement des faillites des banques étrangères. Au contraire, les banques chinoises en profitent plus qu'elles n'en souffrent, cette crise leur permettant de trouver des débouchés à leurs capitaux : en période de crise, elle peut espérer des autres pays impérialistes qu'ils soient moins regardants. Ce que la bourgeoisie impérialiste chinoise redoute, ce n'est donc pas que la crise financière s'étende aux banques chinoises. De son propre aveu, ce qu'elle craint par-dessus tout, c'est « la demande étrangère réduite en tant que résultat du ralentissement de l'économie mondiale, menant beaucoup d'exportateurs à la banqueroute ». (<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/6504779.html>)

La bourgeoisie chinoise a donc tout intérêt à venir au secours des banques étrangères concurrentes, afin que les populations des pays impérialistes concurrents puissent continuer de vivre à crédit et d'acheter les marchandises chinoises. Mais pour que la bourgeoisie impérialiste chinoise puisse venir au secours de ses concurrents, il faut encore que ceux-ci acceptent de se

placer sous la dépendance financière chinoise ! C'est là que les choses risquent de se corser, car il n'est pas acquis que les bourgeoisies des pays impérialistes concurrents acceptent de jouer un rôle d'ordinaire réservé aux bourgeoisies compradore !

Si la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin refuse d'accepter la dépendance marchande et financière croissante de l'impérialisme chinois, alors la crise actuelle conduira à une nouvelle guerre inter-impérialiste. Une telle guerre serait pourtant très risquée pour les pays impérialistes en déclin, les USA compris. La Chine possède en effet des ressources en pétrole non négligeables ainsi que l'arme atomique. Quel pays impérialiste pourrait prétendre sérieusement remporter une victoire militaire contre les forces armées chinoises ? Une telle guerre, conduirait sans aucun doute à une destruction de capital fixe (usines) et de capital variable (main d'œuvre) sans précédent dans l'histoire des guerres inter-impérialistes du siècle passé.

Si la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin accepte bon gré mal gré la dépendance marchande et financière croissante de l'impérialisme chinois, alors les métropoles des vieux pays impérialistes en déclin deviendront des territoires semi-coloniaux fournissant à l'impérialisme chinois des produits d'exportation destinés à forger des chaînes dorées au prolétariat chinois. Ce nouvel ordre impérialiste ne pourrait se traduire pour les populations des ex-métropoles impérialistes que par une répression sauvage du mouvement ouvrier, visant à faire accepter aux travailleurs qu'on les traite comme la bourgeoisie des

vieux pays impérialistes a traité les travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux pendant plus d'un siècle...

Ainsi, confrontée à l'impérialisme chinois, les bourgeoisies impérialistes concurrentes remplacent aujourd'hui les chaînes dorées du salariat par des chaînes rouillées moins coûteuses, aggravant ainsi le problème des débouchés, précipitant la décomposition économique du système mondial de l'impérialisme, et contribuant à la naissance d'un nouveau rapport de forces inter-impérialiste dont les travailleurs seront inévitablement les premières victimes, quel que soit le scénario.

Aux USA, la mise en chantiers de logements n'a pas cessé de baisser et atteignait au mois d'août 2008 son plus bas niveau depuis 1991. En France, de mars à mai 2008, la mise en chantier de logements a reculé de près de 22 %. Alors même que les défenseurs de l'ordre bourgeois continuent de masquer le fort impact de l'inflation sur la consommation des masses travailleuses en noyant les

statistiques au milieu de moyennes comprenant toutes les classes sociales, un nombre croissant de travailleurs n'a pas d'autre choix pour compenser la baisse des salaires réels que de restreindre davantage leurs dépenses dans d'autres domaines. Ainsi, en France, 20 % des ouvriers et 34 % des employés n'étaient pas du tout partis durant les vacances estivales en 2005. En 2008, leur proportion est passée à 41 et 47 %. A début du mois de septembre 2008, le président de la Banque Centrale Européenne a revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2008 et 2009, alors qu'il revoyait en même temps à la hausse les prévisions du niveau d'inflation. Il devient ainsi évident aux yeux des économistes bourgeois que « la zone euro s'enlise dans la récession ». (AFP, 05/09/2008)

Dans un nombre croissant de pays impérialistes en déclin, la récession se fait de plus en plus évidente. Espérant déplacer la crise dans des pays concurrents, la bourgeoisie impérialiste de chaque pays bloque sciemment les salaires et re-

vient sur les 'acquis sociaux' avec lesquels elle a acheté des décennies durant la paix sociale. Ainsi, le problème international des débouchés ne peut que s'aggraver et pousser la bourgeoisie qu'à perpétuer cette fuite en avant par des actions toujours plus désespérées et réactionnaires.

Alors même que les chiffres de l'inflation ne cessent d'augmenter, alors que l'on assiste à une baisse sans précédent des revenus réels des masses travailleuses, celles-ci résignées, semblent rester apathiques devant cette offensive menée par le Capital sur tous les fronts avec la complicité des réformistes et des révisionnistes de tous poils qui fournissent au Capital un précieux appui en propageant leurs rêves réactionnaires d'un retour à 'l'État providence', cachant aux travailleurs et aux peuples opprimés cette vérité que seule la révolution socialiste et l'expropriation des exploités les délivrera du joug multiforme exercé par le Capital.

Il y a 160 ans, le « Manifeste du Parti Communiste »

« Marx, le retour », « un pouvoir de séduction grandissant », « penseur du XXIème siècle », « écolo avant l'heure », « cet éternel incompris »,... : tels sont les qualificatifs surprenants relevés dans la presse mondiale par le « Courrier International ». Au Japon, en Angleterre, aux USA, dans tous les pays capitalistes du G8, des économistes, philosophes et écrivains « bien-pensants », fidèles du capitalisme baptisé par eux marché libre, font mine de découvrir les vertus du vieux barbu de Trèves. Les mêmes, il y a dix ans, disaient sa mort, avec celle de

l'URSS et du communisme. Ils consentent aujourd'hui à constater que ses ouvrages, loin d'être inactuels, sont seuls capables d'expliquer les folies du monde présent, les inégalités croissantes au profit d'infimes minorités, la destruction de la planète au profit des mêmes minorités, etc. On pourrait en conclure que la contre-révolution idéologique de la fin du XXème siècle est finie : ce serait une erreur, elle a seulement changé de langage. Les penseurs libéraux qui donnaient le ton des médias aux Universités en 1990, traitaient par le mépris l'idéal com-

muniste qu'ils jugeaient mort de ses erreurs et de ses crimes. Ceux de 2008 s'effraient du spectre revenu hanter l'Europe et le reste du monde. Dès lors, ils reconnaissent au vieux Karl une certaine pertinence dans les analyses. L'ineffable Attali, banquier mitterrandien devenu gourou de Sarkozy, lui fait même l'honneur d'avoir inventé le marché spéculatif !

Ne nous y trompons pas. Quand les idéologues de la bourgeoisie mondialisée encensent Marx, c'est en le manipulant. L'essentiel, pour ces tenants du capital, est de vider sa

pensée des dimensions subversives, en « oubliant » les deux apports essentiels de l'auteur du « Manifeste » :

1 Expliquer le monde n'a d'intérêt que si on œuvre à le transformer, et c'est le rôle des partis communistes d'en convaincre les « prolétaires », c'est-à-dire ceux qui vivent de leur travail, qu'il soit manuel ou intellectuel.

2 La lutte des classes, opposant exploités et exploités, ne naît pas de la volonté de quelques uns, elle est une réalité historique immuable, même si elle a changé et changera de forme au fil du temps. Elle a été, est, et sera le moteur de l'évolution des sociétés, qui parfois avancent en saut qualitatif, en révolution, et parfois reculent en contre révolution quand les privilégiés du capitalisme ont découvert de nouveaux moyens de réduire le mouvement révolutionnaire.

Rien de plus actuel que ce message là, en nos temps persistants de contre révolution rendue durable, et notamment en France, par l'évolution du capitalisme. Le démantèlement systématique de la classe ouvrière des grandes entreprises, au profit d'un salariat plus segmenté, précarisé, les délocalisations exotiques vers des taux de profits plus élevés ont déstabilisé le mouvement révolutionnaire, progressiste et revendicatif européen, en une génération. L'échec patent de la plupart des expériences « socialistes » du XXème siècle, la force extraordinaire des médias contemporains à manipuler l'opinion, la mise en concurrence accrue des travailleurs de pays différents soumis à la « mondialisation » au service des spéculateurs financiers, et le carriérisme opportuniste transformant les militants politiques en techniciens de l'appétit de pouvoir ont fait le reste.

Contrairement aux discours répétés de nos médias, les aspirations à une autre société, libre et égalitaire, ne manquent pas en ce début de XXIème siècle. L'anti-capitalisme, l'anti-impérialisme sont des sentiments largement représentés, même s'ils sont mêlés à bien des ignorances, au sein des peuples de tous les pays. Mais, pour l'instant, sauf en quelques parties isolées et fragiles d'Amérique Latine, ces sentiments diffus ne sont pas une force agissante capable d'inverser la contre-révolution ambiante. Il leur manque pour cela un mouvement communiste, porteur d'un projet clair de société nouvelle, débarrassée du capitalisme et de l'impérialisme, tel que Marx le souhaitait il y a 160 ans dans le « Manifeste ».

Rien de plus actuel en l'an 2008, pour le XXIème siècle !

Francis Arzalier

Derrière la crise financière, une véritable crise du système

D'où vient la crise financière qui secoue le monde ? Faut-il être spécialiste pour y comprendre quelque chose ? Les solutions proposées sont-elles les bonnes ?

Henri Houben

États-Unis : de 1979 à 2005, les revenus réels ont été multipliés par 2,6 % pour les plus riches, alors que les revenus de l'immense majorité n'ont connu aucune croissance. (Photo Archives)

« C'est la faute à la finance ». « Non, aux subprimes, ces prêts accordés à des gens qui ne pouvaient rembourser ». « C'est un mauvais moment à passer ». « C'est un problème de confiance ». Que n'entend-on de lieux communs ou de banalités sur cette crise.

Les analyses en profondeur sont réservées aux spécialistes ! Ceux-ci affirment que nous vivons la plus grave récession depuis celle des années 1930. Et ils ont raison. Mais ils ne s'accordent pas toujours sur les motifs véritables de cette ampleur.

En effet, pour y comprendre quelque chose, il faut remonter aux années 1970. À cette époque sévit déjà une crise, déclenchée mais non causée par les hausses des prix du baril brut. Les dirigeants américains vont prendre des mesures qui auront pour effet de booster la consommation

des ménages. Entre 1981 et 2002, celle-ci passe de 62 % à plus de 70 % du Produit intérieur brut, PIB, et se maintient depuis lors à ce niveau. À titre de comparaison, la consommation privée des pays européens et du Japon a fort peu augmenté, parfois même diminué et s'est établie à moins de 57% du PIB.

En 25 ans, les plus riches ont gagné 2,6 fois plus.

Durant quelque 25 ans, la consommation des ménages américains a été donc le moteur de l'économie mondiale. Celle qui a permis aux

États-Unis d'avoir des performances de croissance supérieures à celle des autres nations « avancées ». Mais qui a tiré également les exportations de nombreux pays émergents, en Amérique latine ou en Asie de l'Est. Or, ce moteur est en panne et rien ne viendra à court terme remplacer cette formidable machine.

Cette consommation est d'ailleurs très inégalement répartie aux États-Unis. De 1979 à 2005, les revenus réels ont été multipliés par 2,6% pour les plus riches, alors que les revenus de l'immense majorité n'ont connu aucune croissance.

En même temps, la consommation est poussée par l'endettement. La dette des ménages équivaut à 100 % du PIB américain fin 2007. En 1981, cette proportion ne se montait qu'à 50 %. Rappelons que lors de la crise des années 1930 l'endettement des particuliers, qui a été l'une des causes de l'ampleur de la catastrophe, n'était égal qu'à 40 % du PIB. Une telle dette signifie que les ménages américains ont déjà dépensé le PIB à produire de l'année prochaine.

Certes, il n'y a pas de critère strict établissant un montant maximum d'endettement. À la limite, si les créanciers sont prêts à faire confiance aux emprunteurs, cela peut grimper très haut. Mais il faut des garanties. Or, jusqu'en 2000, celles-ci étaient composées surtout d'actifs financiers, c'est-à-dire de titres boursiers détenus directement ou indirectement à travers des fonds de pension ou autres fonds

d'investissement. Et ceux-ci avaient crû à une vitesse beaucoup plus grande que le PIB.

Les interventions actuelles de l'État : du sparadrap sur des arrêts cardiaques à répétition.

Mais, et c'est là qu'on en vient à la situation actuelle, en mars 2000, la Bourse des valeurs technologiques, le NASDAQ (qui cote des sociétés comme eBay, Microsoft, Dell, Yahoo ! ou Google), est victime d'un krach qui s'étend progressivement aux autres places financières. Les autorités monétaires se précipitent au chevet du malade et Alan Greenspan, président de la Federal Reserve (la banque centrale américaine) décide de baisser les taux directeurs jusqu'à 1 %. Or, ces taux déterminent les autres taux d'intérêt pratiqués notamment par les banques. À un pour-cent, le prêt est très bon marché. Il n'en faut pas davantage aux établissements de crédit pour les encourager et inciter les ménages à acheter des produits immobiliers. Avec comme conséquence : une bulle qui éclate depuis la fin 2006. Baisse des actifs immobiliers, plongeon des titres financiers, il n'y a plus de garanties pour l'endettement et donc plus de source à la hausse de la consommation américaine.

La crise est sans aucun doute financière. Mais elle ne peut être résolue facilement, parce qu'elle révèle un problème plus profond qui est celui d'un développement réalisé au profit d'une poignée d'individus, détenteurs de capitaux, qui ont béné-

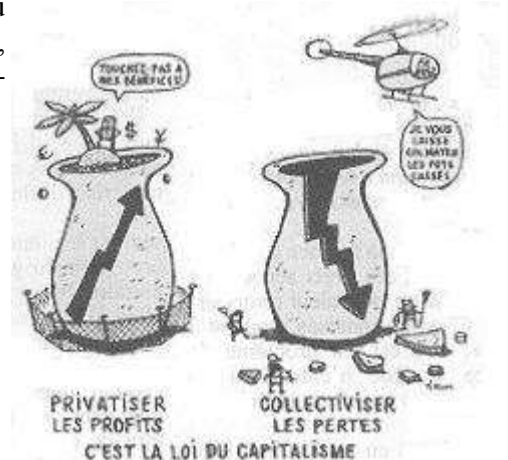
ficié d'un endettement presque sans bornes. Dès lors, les interventions actuelles de l'État, servant à poser du sparadrap sur des arrêts cardiaques à répétition, peinent à convaincre.

Néanmoins, malgré son concert de désolation qui arrivent, avec restructurations, faillites, licenciements massifs, la récession peut avoir aussi un aspect salutaire : celui de réfléchir à un autre modèle de développement, à une autre société complètement différente de ce capitalisme qui pense rentabilité et compétitivité avant de songer à satisfaire les besoins élémentaires des populations.

Ce qu'en disait Karl Marx

« La baisse des salaires et donc la limitation de la consommation de la population se heurte à la tendance de la capacité de production capitaliste à toujours grandir. C'est la véritable raison de la crise de surproduction. (...) Finalement il se crée non seulement une surproduction mais aussi une suraccumulation de capital. » (Karl Marx en 1867)

« Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. A 20 %, il devient enthousiaste. A 50 %, il est téméraire; à 100 %, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300 %, il ne recule devant aucun crime. » (P.J. Dunning, cité par Karl Marx, Le Capital)



prestige du régime de Medvedev-Poutine aux yeux du peuple. L'actuel régime bourgeois est très heureux puisqu'il y a maintenant le besoin de la reconstruction en Ossétie du Sud. Cette "guerre" a aidé à mettre Saakashvili comme une victime de l'agression russe. Le danger consiste en ce que l'Armée russe est maintenant devenue un gage pour accomplir les vœux de la classe russe dirigeante et de ses multi milliardaires.

Aujourd'hui, les mots de Lénine sont très opportuns et au point quand il a déclaré: "*cent mille esclaves des*

capitalistes sont envoyés pour se massacrer pour les intérêts de plusieurs voleurs couronnés, pour les profits de la bourgeoisie. Les guerres avec tous ses désastres sont toujours produits par le capitalisme – il aggrave les luttes entre des nations et transforme les esclaves des capitalistes en chair à canon."

Le P.C.B.tUS, au nom des intérêts essentiels de tous les ouvriers, proteste contre ce crime par les régimes actuels Nous condamnons ce massacre sanglant! Nous condamnons résolument cette campagne

chauvine organisée! Le P.C.B.tUS déclare que seulement le renversement du capitalisme peut assurer le libre développement de la Géorgie, de la Russie et des autres anciennes Républiques soviétiques.

Vive l'internationalisme prolétarien!
A bas la guerre, à bas le capitalisme!
Vive une révolution socialiste!
Prolétaires de tous les pays unissez vous!

Traduction de l'anglais Dr Adélarde Paquin

Vu l'importance de cette question, j'ai demandé au camarade Alexandre Moumbaris son opinion sur cette déclaration du P.C.B.tUS. Voici sa réponse

Cher Camarade Adélarde

Oui j'avais déjà lu la déclaration de AUCP(b) et bien que j'ai énormément d'estime pour ce parti, j'ai une ou deux observations à faire. Il y a aussi le facteur, que je vois le conflit au Caucase de l'extérieur alors que l'AUCP(b) le voit de l'intérieur du système impérialiste Russe.

Je ne suis pas d'accord quand la déclaration dit que les forces russes ont pris trop longtemps pour réagir. Face à une attaque surprise j'estime que les forces armées russes ont réagi, à la surprise d'attaquants géorgiens, étasuniens, israéliens, ukrainiens – avec une extraordinaire rapidité.

Pour que les Russes prévien-

nent les Georgiens de leur contre-attaque il aurait fallu qu'ils aient été préalablement renseignés. Je ne suis pas convaincu qu'il y avait collusion entre Russes et Georgiens, sauf si l'AUCP ait des renseignements dont je ne dispose pas.

Encore une fois pour ma part, de l'extérieur, je suis content que les États-Unis, l'impérialisme principal, aient pris une claque, je suis content que l'intégrité de ce qui reste du territoire de l'Union soviétique soit défendu même si c'est par des impérialistes de second rang, agissant en patriotes. Je ne suis pas mécontent non plus qu'une alliance anti-étasunienne se forme au niveau international, même si elle est compo-

sée de pays impérialistes.

De l'intérieur, ce conflit a renforcé les images de Medvedev et de Poutine certes, mais une défaite ou une perte de face au Caucase aurait eu des conséquences pires.

N'oublions pas que nous parlons juste d'un incident, dans une partie du Caucase et cela ne couvre pas toute la réalité sur le territoire de l'URSS. Ni Medvedev ni Poutine sont nos camarades, mais il arrive des circonstances où ils peuvent agir positivement et dans ces cas il faudrait sûrement les soutenir.

Il faut rétablir l'URSS, il faut rétablir l'intégrité de son territoire.

Fraternellement
Alexandre Moumbaris

Bulletin d'abonnement à l'«ÉDITION FRANÇAISE DE NSC»

Nom prénom: _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville: _____
Pays : _____ Téléphone: _____

Tarif unique Canada et étranger : \$30,00 (6 parutions)

Chômeurs, retraités et étudiants: \$20,00

Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements annuels de soutien.

Au nom de : Dr Adélarde Paquin, 6801 Blvd. Gouin Est, #102
Montréal Nord, Québec Canada H1G 6L2

**QUELQUES PHOTOS DES ACTIVITÉS DE LA
CONFÉRENCE DU CONSEIL INTERNATIONAL**

